

ARMÉES D'AUJOURD'HUI

AFGHANISTAN
LES AUTORITÉS AFGHANES
ASSURENT LA SÉCURITÉ DE KABOUL

DOSSIER

EGALITE DES CHANCES : LE PLAN DE LA DEFENSE



M 01139 - 340 - F: 3,00 €



Assurance auto : comment dépenser moins...

Dans un contexte de baisse du pouvoir d'achat, la GMF vous permet de réaliser des économies sur votre budget auto. Tout en étant mieux assuré, mieux remboursé.

3 questions à :

Laurent Deville, agent EDF en banlieue parisienne, 30 ans

1- Quelle utilisation faites-vous de votre voiture ?

Je ne peux malheureusement pas m'en passer ! Pourtant, je prends les transports en commun tous les jours pour aller de mon domicile parisien à mon travail en banlieue. Mais une voiture, c'est quand même bien pratique pour pouvoir quitter la ville et partir le week-end en toute liberté.

2- Avez-vous pu réaliser des économies sur votre budget auto ?

Les transports, cela demeure un poste important dans mon budget ! Comme je devais changer de voiture, j'ai décidé en début d'année de troquer mon vieux véhicule pour une auto neuve. J'ai investi dans une voiture propre, qui produit moins de 120 g de CO² au km. J'ai pu bénéficier de 700 € au titre du bonus

5 345 € :
budget auto moyen ⁽⁴⁾

écologique mis en place par les pouvoirs publics, et de 1 000 € supplémentaires de prime à la casse ⁽²⁾.

3- Pourquoi avoir souscrit un contrat AUTO PASS auprès de la GMF ?

J'ai profité d'un tarif vraiment intéressant. Avec le Bio Bonus prévu au contrat, la GMF donne un sérieux coup de pouce aux acquéreurs de véhicules propres. Et j'ai pu aussi bénéficier de la réduction ECO PASS réservée aux automobilistes titulaires d'un abonnement annuel de transports en commun, ce qui est mon cas. Au total, ma cotisation a réellement baissé par rapport au tarif normal. Sur un peu plus de 500 €, l'économie dépasse 67 € ! ⁽³⁾

(1) source : Automobile Club, budget pour une Clio III essence, chiffre 2007.

(2) super bonus pour la mise au rebut d'un véhicule de plus de 10 ans, suite à l'acquisition d'un véhicule propre (moins de 160 g CO²/km).

(3) économie de 67,31 € sur une cotisation annuelle de 503,65 € pour l'assurance d'un véhicule Peugeot 207 HDI Premium 90 5 CV avec le contrat GMF AUTO PASS, formule tous risques confort avec franchise, pour un conducteur âgé de 30 ans, à 40% de bonus sans sinistre responsable.

(4) ni étudiants, ni lycéens.

ASSURANCE AUTO PASS DE LA GMF : les + qui vous font gagner de l'argent

Avec AUTO PASS, vous profitez de tarifs en baisse de 3% en moyenne, avec en plus des réductions significatives dans un ensemble de cas :

BIO BONUS

- 5% sur l'assurance des véhicules propres (moins de 120 g de CO²/km parcouru) de moins de 5 ans

PETIT ROULEUR

- 10% si vous faites moins de 5 000 km par an en usage privé avec votre véhicule

ECO PASS

- 10% pour les automobilistes ⁽⁴⁾ titulaires d'un abonnement annuel payant de transports en commun

BONS CONDUCTEURS

ils ne paient pas pour les autres, et encore moins avec AUTO PASS ! Avec 50% de bonus sans sinistre responsable depuis 7 ans, la GMF augmente le bonus jusqu'à 65%. C'est le Bonus + !

JEUNES AGENTS DU SERVICE PUBLIC DE MOINS DE 30 ANS

- 25% de réduction sur la première année de cotisation pour tous les contrats d'assurance, et notamment l'assurance auto. Plus encore : aucune surprime pour conducteur novice !



FORCES EN ACTION

- 4** Au camp de Maywand avec l'armée afghane
- 10** Entraînement : de la montagne à la mangrove
- 16** Portrait
- 18** Instantanés

MODERNISATION

- 20** Lancement du projet Balard : futur cœur de la Défense

FOCUS DÉFENSE

- 22** Kaboul assure sa sécurité
- 28** La cybersécurité, une priorité pour la Défense
- 32** Handicap : la Défense s'engage
- 34** Le Ventôse contre le narcotrafic
- 36** Repères

DOSSIER

- 38** Plan Egalité des chances en 7 points
- 40** Interview des chargés de mission Plan Egalité des chances
- 42** Le tutorat
- 44** L'EPIDE
- 46** Lycée militaire
- 48** Les RLJC
- 50** Les autres dispositifs

INDUSTRIES & TECHNOLOGIES

- 54** Bond technologique pour l'armement moyen calibre

DÉTOURS

- 56** Sport : les nouveaux fous du volant
- 60** Culture : un costume toujours en vogue

PERSPECTIVES

- 64** Document
- 65** Histoire

KIOSQUE

- 66** Sélection



4 **FORCES EN ACTION**

Au camp de Maywand avec l'armée afghane

Combat urbain, reconnaissance en convoi, tirs de mortier... Entre deux missions opérationnelles, des militaires français forment les soldats afghans du bataillon appui de la 201^e brigade sur cette base de la province du Logar.



28 **FOCUS DEFENSE**

La cybersécurité, une priorité pour la Défense

Internet s'accompagne d'une vulnérabilité accrue des systèmes informatiques. Enjeu devenu d'autant plus préoccupant que l'« ennemi » est difficilement identifiable.



38 **DOSSIER**

Plan Egalité des chances en 7 points

Le rôle de la Défense au sein de la Nation est tel que le définissait l'ordonnance du 7 janvier 1959 «assurer en tout temps et en toutes circonstances, et contre toutes...

ARMÉES D'AUJOURD'HUI. Direction : Directeur de la publication : Laurent Teisseire. Directeur de la rédaction : colonel (terre) Benoit Brulon. Chef du bureau de la rédaction : lieutenant-colonel (air) Nicolas Martin. Rédacteur en chef : commandant (terre) Olivier Destefanis (01 44 42 43 01), Rédacteur en chef adjoint : adjudant-chef (terre) Stéphane Froidure (81 66). Secrétariat de rédaction : sergent-chef (terre) Isabelle Bobinet, Yves Le Guludec. Rédaction : Carine Bobbera (48 07), Yann Brand (55 05), Julien Fouineau (33 18), enseigne de vaisseau (marine) Cynthia Glock (40 04), Arnaud Hunter-Rousselle (58 72), Aude Le Calvé (47 27), lieutenant (terre) Anne-Lise Llouquet (48 01), Tania Sotty (48 11), Linda Verhaeghe (48 26). Prestations intellectuelles : Floriandre Deriu, EV1 Aude Flambard, Laurent Henninger, Jean-Claude Jaeger. Service photo : adjudant-chef (air) Bruno Biasutto (47 44), Stéphanie Brandin (48 35), caporal-chef (terre) Christophe Fiard (48 40). Directeur de fabrication : Serge Couplier (01 56 77 23 08). Section diffusion : Serge Couplier (01 56 77 23 08). Conception graphique : Olivier Spadaccini. Photogravure : Alliage. Impression : Québecor. Routage : CRP. Commission paritaire n°0211 B 05686. Dépôt légal : février 2003. Délégation à l'information et à la communication de la défense - Ecole militaire - 1, place Joffre - 75007 Paris. Contact publicité (ECPAD) : T. Lepsch : 01 49 60 58 56. Contact abonnements : 01 56 77 23 08. Internet : www.defense.gouv.fr

Au camp de May

avec l'armée afghane

Combat urbain, reconnaissance en convoi, tirs de mortier... Entre deux missions opérationnelles, des militaires français forment les soldats afghans du bataillon appui de la 201^e brigade sur cette base de la province du Logar.

wand







« Grâce aux Français, nous prenons confiance dans l'avenir. »

Le colonel Gul, chef de corps du kandak, et le chef de l'OMLT française. Le bataillon afghan vient d'être certifié CM1 par l'armée américaine...

Le soleil se lève sur la base de Maywand, dans la province du Logar, au sud de Kaboul. Dans ce camp à 1 500 m d'altitude sont rassemblés une centaine de soldats de l'armée nationale afghane (ANA) et trente militaires français de la Force internationale d'assistance et de sécurité de l'Otan (FIAS). Ces derniers appartiennent à une OMLT (*operational mentoring and liaison team*), une équipe de conseillers militaires. « *Notre mission est d'instruire et conseiller nos homologues du kandak [bataillon] appui de la 201^e brigade de l'ANA, basé à Maywand, dans toutes leurs missions*, explique le commandant de l'OMLT, *pendant la préparation opérationnelle ou au combat.* » Chaque semaine, Français et Afghans mènent ensemble trois ou quatre opérations de reconnaissance de zone et de contact avec la population.

Deux sections de l'ANA se rendent au briefing. Vêtus d'anciens treillis de l'armée américaine, devenus les uniformes nationaux, ils arborent en bandoulière des kalachnikovs. « *Ils vont recevoir leur premier cours de combat en espace urbain* », explique le mentor du chef de section. Les soldats vont devoir investir un des deux bâtiments en dur du camp. « *Un type de situation que l'on retrouve souvent dans la réalité*, précise le mentor. *Les insurgés se retranchent dans les villages, à l'intérieur de maisons dont ils menacent les habitants et qui leur servent d'abris et de caches d'armes.* »

Dans les rangs de l'ANA, des ex-moudjahidins partisans de Massoud (1) côtoient d'anciens miliciens de diverses ethnies. « *Depuis la chute du régime taliban en 2001, l'ANA monte en puissance. Les OMLT en sont aujourd'hui les fers de lance*, explique le chef de l'OMLT. *Nous ne leur apprenons rien sur la guerre, qu'ils connaissent depuis plus de vingt ans. Mais nous leur apportons un soutien technique et tactique dans l'apprentissage des méthodes militaires.* » Le kandak vient d'être certifié CM1 (*capability milestone*) par l'armée américaine, ce qui concrétise les progrès réalisés depuis trois mandats d'OMLT, soit un an et demi. « *La 201^e brigade sait à présent monter des opérations offensives de façon autonome, mais aussi travailler avec le soutien de la FIAS, dans des domaines parfois très techniques* », affirme le commandant de l'OMLT.

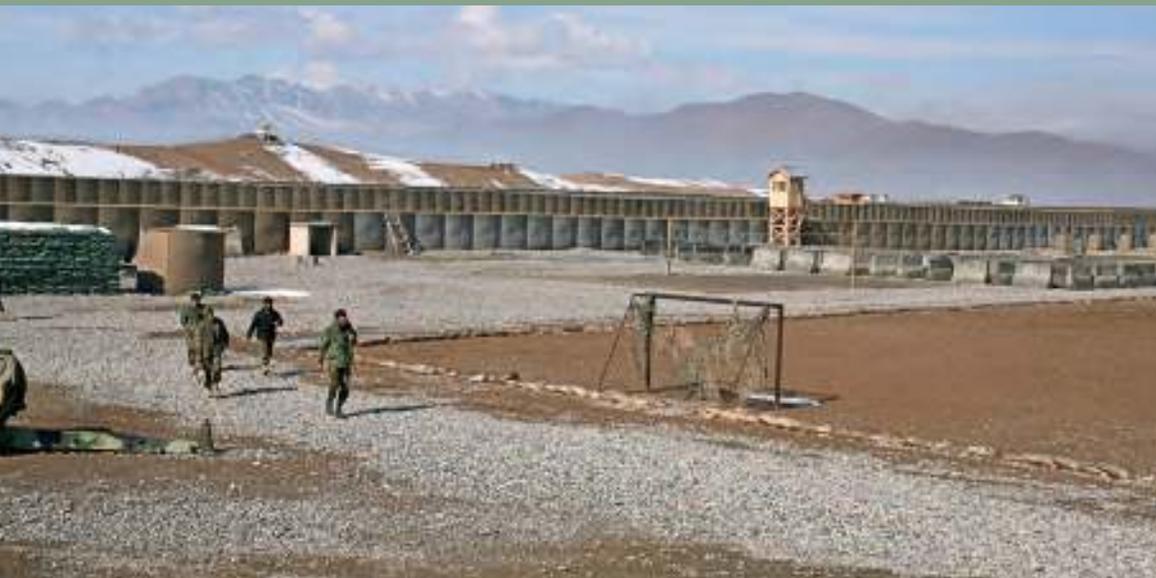
Alors que l'instruction se poursuit, un convoi français s'apprête à quitter le camp, direction Kaboul. Chaque trajet sur les routes de la région fait l'objet d'une préparation minutieuse. « *On n'est jamais à l'abri d'une embuscade, mais ce sont surtout les explosions de bombes artisanales qui sont à craindre*, explique le chef du convoi. *Ces engins explosifs improvisés (IED) sont posés à même le* ▶



Ci-dessus : Entraînement au combat urbain.

Ci-contre : Un Français et un Afghan. A droite, un interprète. Souvent étudiants, ils sont une dizaine sur le camp à savoir parler l'anglais ou le français.

Ci-dessous : Le camp de Maywand, à 1500 mètres d'altitude, au cœur des montagnes de la province du Logar, au sud de Kaboul.





► sol et télécommandés à distance, ou portés par des hommes à bord de véhicules suicides. » Les grands axes routiers sont les zones les plus sensibles. Les insurgés espèrent isoler les régions du Sud et de l'Est, entraver les convois humanitaires et perturber le trafic routier. Devant les blindés, les hommes, attentifs au briefing, ajustent leur équipement : casque lourd, gilet pare-balles. « L'hiver, c'est un peu plus calme, le manque de végétation empêche les insurgés de se cacher. Mais il faut rester vigilant », rappelle le chef du convoi. Il a été victime de l'explosion d'un véhicule suicide il y a quatre jours : « A la sortie de Kaboul, une voiture s'est jetée contre mon VBL (véhicule blindé léger). Le blindage m'a protégé. Le seul souvenir qu'il me reste, c'est un éclat de tôle de la voiture suicide sur mes lunettes pare-éclats », sourit-il. Ce jour-là, il a eu beaucoup de chance.

Tandis que les véhicules se mettent en route, la formation se poursuit au fond du camp. Une instruction au tir d'appui mortier vient de débiter. Avec application, des soldats afghans répètent les gestes appris. « Ils sont de plus en plus opérationnels, estime un officier français, qui observe le chef de section lancer ses ordres en pachtou, une des deux langues nationales avec le dari. Ce n'était pourtant pas gagné d'avance, car leur armée n'a pas la culture de l'appui feu », sourit l'officier, en se tournant vers un jeune homme en civil à ses côtés. C'est Ali, un des dix interprètes afghans de Maywand. Souvent étudiants, parlant anglais ou français, les interprètes s'exposent autant que les soldats. « Nous sommes souvent menacés par les insurgés, qui nous considèrent comme des traîtres, explique Ali, en bon français. Nous devons rester très discrets pour protéger nos familles ». « La vie en OMLT est difficile, estime l'officier. Cet isolement est un avantage, puisque nous travaillons ensemble au quotidien, mais aussi un inconvénient, car c'est ce qui nous rend vulnérables. »

Le commandant de l'OMLT et son homologue, le colonel Gul, chef de corps du kandak, ont rejoint le petit groupe. « Quand les insurgés nous tirent dessus et terrorisent la population, ce sont eux-mêmes qu'ils blessent, déclare ce dernier. Grâce aux Français, nous prenons confiance dans l'avenir, dit-il, même si il nous est difficile de nous projeter. Notre histoire nous a appris qu'on ne sait jamais ce qui peut arriver aujourd'hui. Alors, demain... » ■

Cynthia Glock

(1) Ahmad Shah Massoud, le « Lion du Panshir », chef de l'armée de résistance à l'occupation soviétique, puis au régime taliban, assassiné en 2001.

Entraînement...

...
De la
montagne
à la
mangrove

Délaissant la fraîcheur de leurs cîmes enneigées, les chasseurs alpins de Gap ont testé pendant une semaine leurs capacités physiques au Centre d'aguerissement de l'outre-mer et de l'étranger des Antilles.

Progression dans la mangrove, cette zone entre terre et mer, où s'enchevêtrent les racines des palétuviers.



PHOTOS PM SERGE CHARMOILLAUX / FAA



«La nouveauté et les difficultés rencontrées nous obligent à nous remettre en question.»

Le stage est dédié aux parcours d'obstacles en mangrove et en milieu aquatique. Toutes les techniques de franchissement sont abordées.





Lundi de Pâques. Sous ces latitudes tropicales, aux Antilles françaises, c'est la saison sèche. Il est sept heures du matin et le thermomètre affiche 27 degrés. La semaine promet d'être rude pour la cinquantaine de militaires du 4^e Régiment de chasseurs de Gap (Hautes-Alpes) qui arment, dans le cadre d'une mission de quatre mois aux Antilles, la 2^e compagnie dite Proterre (1) du 33^e Régiment d'infanterie de marine de Fort-de-France. Arrivée en janvier, la compagnie revient d'un stage d'acclimatation sur la commune du François, en Martinique. Là se trouve le site du Centre d'aguerrissement de l'outre-mer et de l'étranger (CAOME) des Antilles, dédié aux parcours d'obstacles en mangrove et en milieu aquatique.

Ces soldats habitués à l'altitude, au froid et à la neige doivent se familiariser avec le climat chaud et humide, la végétation dense et luxuriante. Ce matin, pas le temps d'y penser. Après une séance d'échauffement musclée à base de courses, de pompes, d'abdos et d'exercices collectifs de porté de troncs de palmiers, le ton est donné pour la semaine. Un hors-d'œuvre, cependant, comparé à ce qui les attend maintenant : l'épreuve de la mangrove. Malgré la marée basse, la progression est éprouvante. Les pieds s'enfoncent dans la vase, les rangers deviennent lourdes, alors qu'il faut avancer parmi des racines entrelacées de palétuviers. Sauter, se hisser, grimper réclame un gros effort pour s'extirper de cette gangue marécageuse. Toutes les techniques de franchissement sont abordées : poutres, cordes, plans inclinés, fils de fer barbelés et buses. Aujourd'hui, il s'agit d'une initiation et d'une reconnaissance du parcours, et l'échec sur un obstacle est toléré. Ce ne sera pas toujours le cas. Durant toute la semaine, les stagiaires seront chronométrés, individuellement et en groupe. Alors, comme le leur a conseillé le capitaine Nobel, chef du Caome Antilles : « *On serre les dents et on se rappelle qu'on est militaire.* » Il faudra se surpasser...

« *C'est la découverte totale!*, lâche le brigadier-chef Cherrier, chef de groupe. *Tout ce que nous venons de faire est inhabituel. En soi, le parcours mangrove est accessible à des gars en bonne forme physique, mais la nouveauté et les difficultés nous obligent à nous remettre en question.* » À peine sortis de la boue, les soldats s'élancent pour une évaluation individuelle sur le parcours nautique. « *J'avoue que j'appréhende cette séance aquatique* », confie l'un d'eux. En treillis et rangers, les soldats enchaînent nage et franchissement d'obstacles. Toboggan à escalader puis à dévaler debout, poutre d'équilibre, plates-formes instables, échelle horizontale, apnées... Très vite, les organismes sont éprouvés. Malgré ►



AUDE LE GALVÉ / DICOD



Durant toute la semaine, les stagiaires sont chronométrés individuellement ou en groupe. Mais l'objectif du Centre est de tester le niveau global des soldats et de favoriser l'action collective.

EV1 AUDE FLAMBARDE / FAA

PMI SERGE CHARMOLLAUX / FAA



PM SERGE CHARMOLLAUX / FAA



► les efforts de chacun, le record de six minutes sur ce parcours de plusieurs centaines de mètres établi par le soldat d'une proterre précédente ne sera pas battu aujourd'hui.

Milieu d'après midi. Trempés jusqu'aux os, les stagiaires ont quelques minutes pour enfiler des vêtements secs et se retrouver dans une salle de cours. Il s'agit maintenant pour la section de préparer la mission commando qu'ils devront exécuter cette nuit. Le sergent chef Jérôme Bernard, moniteur commando du Caome, livre le scénario de l'exercice : détruire un relais de télécommunications situé sur un phare. « Vous prendrez toute la nuit s'il le faut pour préparer votre mission. J'attends de vous une infiltration soignée. »

Le chef Bernard rappelle toutes les bases d'une mission commando : connaître les codes, les fréquences radio, les lieux de repli, maîtriser le manie-

ment des explosifs et de la chaîne pyrotechnique... « Au Caome, l'objectif est de tester le niveau global des stagiaires, rappelle le capitaine Nobel. Nous préférons une section de 25 soldats d'un niveau moyen, mais qui finit à 25, plutôt qu'une au niveau plus performant mais qui perd une partie de ses effectifs au cours de la semaine. En application de la doctrine d'aguerrissement de l'état-major de l'armée de terre, nos stages favorisent l'action collective et la progressivité ».

Les unités Proterre représentent près de 60 % des stagiaires passant au Caome Antilles, qui accueille également des unités étrangères de la zone Amérique et Caraïbes. Le profil des stagiaires étant très divers, les stages sont proposés « à la carte ».

« On ne peut évidemment pas demander les mêmes performances et la même aisance à des soldats issus de régiments de mêlée [NDLR cavalerie et infanterie] ou de régiments de soutien », explique le capitaine Nobel. Le chef Bernard, venu vérifier où en est la préparation de la mission est mécontent. « Ça ne va pas, peste-t-il, trop de points clés sont négligés. »

La section doit revoir sa copie. Finalement, elle ne sera fin prête que vers 22 h. La mission remplie, il faudra encore rallier la zone de bivouac, en lisière de mangrove. La nuit promet d'être courte. Demain aux aurores, c'est sur un autre site, dans les terres, qu'ils s'initieront à la survie en forêt pour être en mesure de se frotter, avant leur retour en métropole, au « Raid synthèse » de 36 heures à l'issue duquel ils se verront, en cas de succès, décerner le brevet du Caome. ■

EV1 Aude Flambard

1. L'élément de projection terre (Proterre) est constitué à partir d'une unité élémentaire de la Force d'action terrestre ou de la Force logistique terrestre, engagée en dehors de son métier premier, pour remplir les missions communes à l'armée de terre : surveiller, tenir, interdire, soutenir, boucler. Son engagement est précédé d'une mise en condition opérationnelle.

Scarlet, infirmière aux palmes d'or

Infirmière des profondeurs, Scarlet a écumé les centres de plongée durant vingt ans. Vingt ans qu'elle est « la première femme » : à entrer à l'école de Saint-Mandrier, à exercer ce métier de spécialiste des accidents de plongée... Une activité exigeante et dure, qu'elle pratique avec passion.

« **S**ous l'eau, il n'y a ni galon, ni homme, ni femme », affirme Scarlet Chauveau, infirmière hyperbariste au groupe des plongeurs démineurs de Méditerranée (GPD Méd). Seule femme à exercer ce métier d'infirmière des « profondeurs », Scarlet, 41 ans, envisage sérieusement de « raccrocher » après vingt ans de carrière. Assise sur un banc de la base navale de Toulon, regard bleu-gris tourné vers la mer, elle revient sur son parcours. Cette Auvergnate entrée dans la marine « par hasard » s'y est trouvée comme un poisson dans l'eau : elle pratique la plongée depuis l'âge de 13 ans et a reçu une formation de maître-nageur. En 1989, elle endosse l'uniforme de matelot et se trouve affectée sur la base aéronavale de Saint-Raphaël (Var). « Je surveillais les entraînements au centre de survie en mer. » Un an plus tard, elle suit la formation de plongeur de bord à l'École de Saint-Mandrier : « J'ai été la première femme à franchir les murs de l'« Éco-plonge ». Les instructeurs n'ont jamais fait de différence : mêmes tests, même traitement que les hommes. » Seul hic : les déplacements se font en courant. Or à l'é-

poque, les « marinettes » ne portent que jupe et escarpins. Scarlet part d'un grand éclat de rire : « Au bout d'une semaine, un instructeur m'a prêté un pantalon. De toute façon, j'étais nulle en course à pied. Je me débrouillais mieux avec des palmes. » Au point de faire des envieux. Lors des entraînements sur 4000 m, des mauvais esprits pensent que les instructeurs la rapprochent de l'arrivée en Zodiac ! « J'ai eu l'occasion de me venger, glisse-t-elle, espiègle. Alors que, sur un parcours aller-retour, j'entamais le retour en tête de la course, j'ai... disons, « salué » les gars que je croisais, qui n'en étaient qu'à mi-parcours. » Grande, costaud et avec un fort caractère, comme elle se décrit elle-même, Scarlet n'a jamais eu à s'imposer, elle s'impose naturellement. Lorsqu'en 1992, elle entre au cours d'infirmier hyperbariste, elle est à nouveau pionnière. S'entraînant aux côtés des plongeurs démineurs, elle sera la première

femme à tester un appareil respiratoire en circuit fermé. Elle obtient son brevet supérieur en s'offrant le luxe de sortir major de promo. « L'infirmier hyperbariste surveille les plongées. En cas d'accident de dépressurisation, on entre avec l'accidenté de retour de plongée dans un caisson hyperbare, sorte de boîte étanche où la pression est identique à celle de l'eau lors de la plongée. On prodigue des soins au blessé, mais surtout on le surveille, parfois pendant huit heures, jusqu'à ce que la pression puisse être ramenée à la normale. » Chaque entrée dans le caisson équivaut à une plongée, et l'infirmier risque autant l'accident que le plongeur. Ce sera le lot quotidien de Scarlet à l'île Longue, à l'hôpital militaire Sainte-Anne à Toulon, à l'École de plongée de Saint-Mandrier, et enfin au GPD Méd. « A Sainte-Anne, un plongeur est mort à côté de moi dans le caisson. Ce jour-là, je me suis beaucoup remise en question, me demandant ce qui n'avait pas fonctionné. » Mais Scarlet

oublie de dire qu'elle a sauvé plus de 120 plongeurs durant sa carrière. « Elle s'implique énormément, confie un plongeur du GPD Méd. Beaucoup peuvent la remercier. Mais elle a aussi très mauvais caractère, et elle nous fait tous très peur quand elle s'énerve », sourit-il. Les plongeurs la « charrient », mais ils parlent d'elle comme de leur ange gardien. Scarlet a un regret : « Je n'ai jamais été affectée sur un chasseur de mines. Il y avait toujours une raison : « trop expérimentée » ou « le bateau n'est pas féminisé ». » Mais elle ne s'attarde pas, elle préfère penser à son avenir d'infirmière civile. Rester dans le milieu en tant que réserviste ? Pourquoi pas ?, mais elle s'avoue fatiguée. « En comptant les caissons, j'en suis à 3 600 plongées. » Désormais, Scarlet a l'intention de davantage s'occuper d'elle. « Il m'était difficile d'allier travail et vie privée, reconnaît-elle. Les plongeurs sont passés avant le reste. » ■

« Beaucoup peuvent la remercier. Mais elle a aussi très mauvais caractère, et elle nous fait peur quand elle s'énerve ! »

Cynthia Glock

> **rencontre**



YANN BRAND

L'ARMÉE RUSSE PRÉPARE LE 9 MAI

Le 22 avril, à Saint-Petersbourg comme à Alabino à proximité de Moscou, l'armée russe répétait en grande pompe le grand défilé prévu pour le 64^e anniversaire de la victoire sur l'Allemagne, le 9 mai prochain. C'est à cette date que la Russie signait en 1945, à Berlin, l'acte définitif de capitulation. 9 000 hommes défilent devant le Kremlin cette année, soit 2 000 de plus qu'en 2008. 110 engins mécanisés blindés et 70 avions et hélicoptères y participeront. Entre autres matériels, les pièces d'artillerie lourde et des missiles stratégiques seront, pour la deuxième année consécutive remis à l'honneur, après plusieurs années d'absence du cortège militaire.

LA CHINE FÊTE LA CRÉATION DE SA MARINE

La marine chinoise se modernise et le montre. Le 22 avril, au large de Qingdao, 25 bâtiments, dont des destroyers, des frégates et des sous-marins, ainsi qu'une trentaine d'avions et d'hélicoptères de la marine ont défilé en formation devant le président chinois Hu Jintao, chef des armées. Cette grande parade commémorait le 60^e anniversaire de la création de la marine de l'Armée populaire de libération (APL). 21 navires de 14 pays étrangers ont participé à la présentation, dont ceux des États-Unis, de la Russie et de la France, représentée par la frégate *Vendémiaire*. Pour la première fois, deux sous-marins nucléaires chinois, *Longue marche III* et *Longue marche VI*, ont été dévoilés au public.

SRI LANKA : L'ARMÉE COMBAT LES TAMOULS

Ce soldat de l'armée sri-lankaise participe à l'assaut des forces gouvernementales contre les Tigres de Libération de l'Eelan Tamoul (LTTE), dans le nord du pays. Acculés sur un territoire d'une dizaine de kilomètres carrés, les Tigres Tamouls demandaient, le 26 avril, un cessez-le-feu pour que les organisations humanitaires portent assistance aux dizaines de milliers de civils pris au piège des combats. L'armée a rejeté tout cessez-le-feu et a intensifié son offensive par un bombardement massif de la zone. Le Conseil de sécurité de l'Onu a condamné l'utilisation de boucliers humains par les Tigres Tamouls et demandé aux autorités sri-lankaises d'autoriser l'accès des ONG auprès des civils. La reprise des combats entre l'armée et la guérilla séparatiste Tamoul, en décembre 2008, s'inscrit dans une opposition de plus de trente ans.

OBAMA RENCONTRE LES SOLDATS US EN IRAK

C'était une visite surprise, la première de son mandat de président des États-Unis. Barack Obama s'est rendu dans la capitale iraquienne le 7 avril. Première étape au camp Victory, la plus grande base américaine du pays, où, s'adressant aux soldats qui l'accueillaient, le président américain a rappelé qu'il était temps de transférer le contrôle du pays aux Iraquiens. Il s'est ensuite rendu à l'aéroport international de Bagdad pour y rencontrer le Premier ministre iraquien Nouri al-Maliki. Barack Obama a réaffirmé que les troupes américaines quitteront le territoire d'ici à la fin 2011. À ce jour, quelque 140 000 soldats américains y sont déployés.



SERGEI KULIKOV / AFP



BU YU / IMAGINE CHINA



3

PEDRO UGARTE / AFP



4



MANDEL NGAN / AFP

Lancement du projet Balard futur cœur de la Défense

Rassembler toutes les administrations centrales autour du ministre dans un souci d'efficacité, telle est la raison d'être de ce projet que le ministre de la Défense a présenté à la presse, fin mars.

D'ici à 2014, le cœur du ministère de la Défense ne sera plus essentiellement dans le 7^e arrondissement de Paris, mais dans le 15^e, à Balard. Une « greffe » qui représente bien plus qu'un simple déménagement dans le quartier voisin. Hervé Morin, ministre de la Défense, a lancé, le 26 mars, le regroupement autour de ses services de « l'état-major des armées, des états-majors des trois armées, des centres opérationnels, de la Délégation générale

pour l'armement (DGA), de l'ensemble des directions centrales relevant du Secrétaire général pour l'administration (SGA) et du Contrôle général des armées », explique Bruno Vieillefosse, délégué pour le regroupement des états-majors, directions et services centraux du ministère de la Défense (DRESD), pilote et superviseur du projet. « C'est un des pivots majeurs de la réforme, selon le ministre de la Défense. C'est l'équivalent, pour l'administration centrale, de la nouvelle carte militaire pour les uni-

tés et les services implantés en province. » Ce projet s'inscrit dans le cadre de la réforme interministérielle de révision générale des politiques publiques (RGPP) pour améliorer la qualité du service public et réaliser des économies.

Les premiers coups de pioche devraient retentir en 2010 (voir encadré), mais les 10 000 personnes qui travailleront sur ce site ne poseront leurs cartons qu'en 2014. « L'objectif est d'améliorer la gouvernance du ministère et les conditions de travail des personnels grâce à des bâtiments neufs ou rénovés rassemblés sur un site unique, poursuit M. Vieillefosse. Nous allons ainsi réduire les coûts de fonctionnement en mutualisant une série de services et de soutiens, et rationaliser la gestion de l'immobilier parisien de la Défense en vendant une douzaine d'emprises existantes. » Les sites prestigieux tels que l'Hôtel de Brienne ou l'Hôtel de la Marine resteront propriété de la Défense. Leur reconversion est à l'étude.



THIERRY LABATILLE/SIRPA AIR

Le site parisien de Balard. Pour financer le projet, l'Etat recourt au partenariat public privé.

Actuellement, 6 000 civils et militaires travaillent à Balard, où sont regroupés la Cité de l'air, la base aérienne 117 et des logements pour le personnel. « C'est la seule emprise de la Défense située dans Paris à offrir les caractéristiques requises, notamment en termes de surface, de proximité, de constructibilité et d'accessibilité en transports en commun, note le DRES. D'autres solutions ont été étudiées, à Vincennes, Villacoublay,

Les Loges, Arcueil, Satory. Aucune ne répondait aux besoins. » Pour financer ce projet, le ministère de la Défense a privilégié le partenariat public privé (PPP). « L'Etat apporte un terrain, remet un programme précis et demande à une entreprise de concevoir, réaliser,

entretenir et maintenir un ensemble immobilier pendant trente ans, détaille M. Vieillefosse. En contrepartie, l'Etat versera, une fois les bâtiments construits, un loyer annuel qui couvrira le coût de l'investissement, l'entretien, la maintenance et les services associés. » Le contrat prévoit en effet la fourniture de services à destination du personnel, comme la restauration. Le ministère de la Défense espère donc, « grâce à la valorisation d'une partie du terrain de Balard, sur laquelle seront construits des immeubles de bureaux à louer », diminuer les coûts de fonctionnement de toutes ses emprises regroupées sur un site. « Le loyer dont l'Etat devra s'acquitter sera inférieur au cumul des coûts de fonctionnement actuels de l'administration centrale et des loyers que le ministère verse, soit sous forme de loyers budgétaires, soit sous forme de loyers à des bailleurs privés. En plus, en quelque sorte "pour le même prix", le ministère disposera de bâtiments neufs, au lieu de devoir financer l'inéluctable rénovation lourde des immeubles cédés dans Paris », ajoute le délégué pour le regroupement des états-majors, directions et services centraux du ministère de la Défense. La Défense s'est tournée vers un PPP car la réalisation de ce projet très complexe

dans le calendrier imparti n'est tout simplement pas envisageable dans un cadre classique de maîtrise d'ouvrage publique. » Il s'agit du plus grand projet immobilier de l'Etat de la décennie en région parisienne, avec plus de 300 000 m² de surfaces de bureaux et d'installations à construire, rénover et entretenir, sur 13 hectares. Le site de Balard comprend deux parcelles : Est (8 hectares) et Ouest (5 hectares). Cette der-

Il s'agit du plus grand projet immobilier de l'Etat de la décennie en région parisienne, avec plus de 300 000 m² de surfaces de bureaux et d'installations à construire, rénover et entretenir.

nière accueillera dans un nouveau bâtiment le ministre et un peu plus de 5 000 civils et militaires. La parcelle Est complètera l'ensemble. Certains bâtiments seront démolis, d'autres conservés et rénovés, comme l'ancien bâtiment des services techniques des constructions navales de la marine nationale, construit par les

architectes Auguste et Gustave Perret au début du siècle dernier et inscrit à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques. « En rythme annuel, on peut évaluer l'impact du projet à environ 400 emplois permanents sur la période 2009-2011 et environ 2 000 sur la période entre la fin 2011 et la mi-2014, dont nombre d'emplois qualifiés », décrypte Bruno Vieillefosse.

Quant au nom que prendra ce futur site, il est d'une « simplicité biblique », selon le ministre : « Ce sera le ministère de la Défense »...

Julien Fouineau

Le calendrier

- Janvier 2010 : début de la démolition des bâtiments
- Début 2011 : choix de l'opérateur
- Deuxième semestre 2011 : délivrance du permis de construire
- Fin 2011 : début de la construction des bâtiments
- Juillet 2014 : mise à disposition des immeubles
- Fin 2014 : transfert complet du personnel

HERVÉ MORIN SUR LA BASE DE DÉFENSE DE NANCY :

Le ministre de la Défense s'est rendu, le 1^{er} avril, sur la base de Défense expérimentale de Nancy pour évaluer l'état d'avancement de la réorganisation du soutien sur l'un des deux plus gros sites expérimentaux du pays avec Marseille. Hervé Morin a également visité le Centre d'information et de recrutement des forces armées (CIRFA) et a assisté à la signature par des jeunes de leur premier contrat d'engagement.

NUMÉRO VERT « EXPORT PME » :

Un numéro vert dédié aux petites et moyennes entreprises (PME) de défense et de sécurité a été lancé par la Délégation générale pour l'armement (DGA). Toutes les informations sur le dispositif de soutien aux exportations, la réglementation et l'état d'avancement de leurs dossiers sont disponibles au 0800 027 127.

UNE PME CHOISIE POUR LIVRER DE NOUVEAUX SYSTÈMES D'AÉROCORDAGE :

Aéronet, une entreprise bretonne, va livrer aux armées des « systèmes d'aérocordage permanent » (SAP) d'ici à la mi-2010. Ils remplaceront l'ensemble des équipements en cordage servant à déposer ou récupérer des personnes à partir d'un hélicoptère. Cette nouvelle commande à une PME s'inscrit dans le volet défense du plan de relance de l'économie française, qui représente 2,4 milliards d'euros d'investissements au total.

RECONVERSION DE LA CASERNE ESPAGNE À AUCH :

L'ancienne caserne de cavalerie à Auch, la caserne Espagne, va accueillir un foyer de jeunes travailleurs, une résidence sociale, le Centre d'innovation et de recherche circassien (CIRCA), une salle de spectacle et un parking public. Le maire de la ville a en effet signé, le 25 mars dernier, avec la Mission pour la réalisation des actifs immobiliers (MRAI) de la Défense l'acte d'acquisition d'une partie des 11 hectares de la caserne.

Kaboul assure sa sécurité

Les forces de sécurité afghanes – armée, police, renseignements généraux – gèrent désormais la sécurisation de la capitale. Un transfert d'autorité amorcé en août dernier avec le commandement de la Force internationale d'assistance et de sécurité en Afghanistan de la province de Kaboul.

« **D**ans la province de Kaboul, nous procédons depuis le 28 août dernier au transfert de la responsabilité principale de la sécurité (TLSR - Transfer of the Lead of Security Responsibility) aux forces de sécurité afghanes », explique le général français Stollsteiner, commandant du Regional Command-Capital (RC-C) Kaboul, une des cinq zones de commandement de la Force internatio-

nale d'assistance et de sécurité en Afghanistan (FIAS).

La FIAS a été déployée dans la province de Kaboul fin 2001, à la demande de l'autorité de transition afghane et sous mandat de l'Onu. Elle fait suite au déploiement de l'opération Enduring Freedom, menée par les Etats-Unis, qui a permis la chute du régime taliban et concentre son action sur la lutte contre le terrorisme et la formation de l'armée nationale afghane

(ANA). Passée sous commandement de l'Otan en août 2003, la FIAS a progressivement étendu son action à l'ensemble du territoire, pour aider le gouvernement à exercer son autorité, créer les conditions propices à la reconstruction et au développement, et participer à la montée en puissance des forces de sécurité afghanes (*Afghan National Security Forces – ANSF*). Aujourd'hui, 70 000 soldats de plus de 40 nations sont déployés



Officiers afghans en formation. Lors de la vague d'attentats qui a frappé Kaboul en février 2009, les forces afghanes ont été en mesure de mettre en place un dispositif extrêmement réactif.

en Afghanistan, dont 58 000 dans le cadre de la FIAS, le reste des troupes participant à Enduring Freedom.

Dans Kaboul et sa périphérie, les ANSF se déclinent principalement en trois entités : une brigade de soutien et de sécurité des états-majors de l'armée nationale afghane (*Headquarters Support and Security Brigade - HSSB*) ; la police de la ville de Kaboul (*Kabul City Police - KCP*) qui dépend du ministère de l'Intérieur ; les services de renseignements généraux de l'État, le *National Directory Service (NDS)*. En étroite coopération avec l'état-major du RC-C, elles assurent aujourd'hui totalement la sécurisation de Kaboul, ville fourmillière de 4 millions d'habitants et centre névralgique du pays, du fait de son aéroport international et de ses organismes gouvernementaux. Les 2 500 hommes du RC-C, répartis en trois bataillons (italien, turc et français), sont en soutien. « Lors de la vague d'attentats qui a frappé

Kaboul en février 2009, et qui visait différents ministères ainsi que le palais présidentiel, nous avons suivi de près la situation et nous sommes tenus prêts en cas de demande express de la police de Kaboul mais nous ne sommes jamais

ARNAUD ROINE / ECPAD



L'armée afghane compte 80 000 soldats.

intervenus directement. Les forces de sécurité afghanes ont été en mesure de mettre en place un dispositif extrêmement

réactif : en moins de 3 heures, la situation était sous leur contrôle. Ils ont conduit une action coordonnée pour mettre en place un cordon de sécurité, gérer une prise d'otages et prévenir d'autres attaques, notamment sur la commission électorale», détaille le colonel de Vathaire, chef d'état-major du RC-C. Pour autant, le RC-C Kaboul continue de mener des opérations, conjointes avec l'armée et la police afghanes ou séparément. « Des patrouilles de niveau section, soit 30 soldats et 5 véhicules, sont menées quotidiennement, en particulier autour des camps et en périphérie de la ville. Nous contrôlons les sites potentiels à partir desquels les insurgés pourraient opérer, explique le colonel de Vathaire. L'ANA est de plus en plus souvent leader dans les opérations, également en Surobi, zone de responsabilité du Bataillon français. Nous y menons ensemble des opérations longues, sur des durées de 24 heures à plusieurs jours.



Le général Stollsteiner et un officier supérieur afghan. A Kaboul, les forces internationales continuent de mener des opérations conjointes avec l'armée afghane, mais celle-ci en est de plus en plus souvent le leader.

ARNAUD ROINE / ECPAD



Soldats afghans à l'instruction. La communauté internationale participe activement à la montée en puissance de l'armée nationale afghane.

► Enfin, il y a les actions en faveur des civils (CIMIC). Dans les zones qui sont passées sous la responsabilité de l'ANA, les bataillons du RC-C poursuivent l'accompagnement de projets civils de développement et de reconstruction. Les militaires français restent ainsi très actifs en Shamali et en Deh Sabz [nord-ouest de Kaboul – ndlr], qui sont passés sous responsabilité des forces de sécurité afghanes depuis août 2008 et où la situation est plus calme depuis quelques mois. Le colonel de Vathaire précise que « la zone la plus sensible du RC-C reste la Surobi où le bataillon français et l'armée

afghane travaillent encore à rétablir la sécurité et à améliorer les relations avec la population. »

Des outils de planification et de conduite afghans...

Pour optimiser le rétablissement de la sécurité dans Kaboul, un organisme afghan, pionnier en la matière, a été mis sur pied en étroite liaison avec la FIAS : l'Operational Coordination Center Regional (OCCR). « C'est un centre de planification et de conduite des opérations qui regroupe les trois organes de sécurité de l'Etat, explique le général

Farouk, commandant de l'OCCR. 37 personnes – policiers, militaires et agents de renseignement – centralisent et coordonnent 24 heures sur 24 les différents types et sources de renseignement, pour les utiliser ensuite au profit des opérations menées. » L'OCCR fonctionne sur le modèle d'un état-major Otan, avec une cellule dédiée à chaque branche opérationnelle (renseignement, planification, conduite des opérations, logistique...). Une cellule 'transmissions' gère les flux d'information entre police, armée et état-major de la force internationale. Des officiers de liaison de la FIAS, aidés d'interprètes, assurent les échanges quotidiens avec l'OCCR, certains d'entre eux étant détachés aux sièges de la police et de l'armée afghane. « En dotant pour la première fois les forces de sécurité afghanes d'un véritable outil de planification et de conduite, l'OCCR organise une meilleure coopération entre toutes les entités de sécurité et avec la coalition, et permet de réagir plus vite dans les actions contre les insurgés, assure le général Farouk. Pour autant, notre action ne se limite pas à la lutte contre les insurgés. A Kaboul nous devons aussi prendre en compte l'insécurité liée à la criminalité ordinaire. » Comme l'explique le général Stollsteiner, « Kaboul est une grande métropole, où les problèmes de criminalité découlent en majeure partie de la misère sociale. Dans

La stratégie de la communauté internationale

Au sommet de l'Otan de Bucarest, en avril 2008, les Etats membres de l'Otan avaient défini la vision stratégique guidant l'action de la Force internationale d'assistance et de sécurité en Afghanistan, en coordination avec l'ONU et le gouvernement afghan. Un an plus tard, au sommet de Strasbourg-Kehl, les principes de la présence de la communauté internationale ont été rappelés :

- engagement à long terme des alliés ;
- soutien des autorités afghanes dans leur action pour prendre en charge leur sécurité ;
- coordination des efforts militaires et civils ;
- coopération régionale, en particulier avec le Pakistan.

Dans le cadre de ces orientations, l'Otan a annoncé un effort particulier sur la formation et le conseil aux forces de sécurité afghanes,

notamment avec la mise en place d'une mission de formation qui supervisera l'instruction des cadres de l'armée et de la police afghanes, ainsi que leur mentorat, l'augmentation du nombre d'instructeurs et de mentors pour la police. A cet égard, l'Union européenne, à l'initiative de la France, a annoncé le déploiement de la Force de gendarmerie européenne pour renforcer la mission de police de l'Union européenne en Afghanistan (EUPOL). La France a proposé d'envoyer 150 gendarmes sur les 300 gendarmes et policiers qui devraient être mis en place.

Lors de la conférence de La Haye sur l'Afghanistan, qui a précédé le sommet de Strasbourg-Kehl, 80 pays se sont réunis sous l'égide de l'Onu et du gouvernement afghan pour discuter des aspects régionaux de la crise. La Russie, l'Inde, le Pakistan, l'Iran et les pays

engagés en Afghanistan ont largement renouvelé leur soutien au peuple afghan et entériné la coordination de l'ensemble des acteurs régionaux pour lutter contre les réseaux terroristes et criminels qui opèrent au-delà des frontières afghanes.

Prenant en compte la dimension régionale du conflit, les principaux pays qui déploient des troupes en Afghanistan ont nommé des envoyés spéciaux. En France, le député Pierre Lellouche a été nommé représentant spécial pour l'Afghanistan et le Pakistan. « Mon job est de remettre à plat l'ensemble de ce que nous faisons sur les plans civil et militaire », explique-t-il. Plusieurs projets de coopération axés sur le développement civil (secteurs agricole, éducatif, culturel) sont évoqués, ainsi que la création d'une école de cadres de la gendarmerie.

ce terreau évoluent tous ceux qui n'ont pas intérêt à voir se mettre en place un Etat fort, et qui commettent des délits et des crimes. D'où l'importance d'inciter la population à se rapprocher du gouvernement légal. » Le général Farouk estime que quand les dispositifs de renseignement de l'OCCR seront totalement opérationnels, les forces de sécurité afghanes seront en mesure « de centraliser l'identification et le suivi des réseaux criminels et insurgés, de repérer leurs positions stratégiques depuis la frontière et de mieux isoler les ennemis de la population. Mais pour ça, l'effort de coordination national devra se doubler d'une coordination avec les forces pakistanaises. » Selon le colonel de Vathaire, « le processus de transfert de responsabilité au RC-C est progressif, il constitue le premier pas vers l'autonomie du pays en matière de sécurité et de défense. Lorsque nous voyons que moins de sept ans après leur création, les ANSF sont en mesure d'assurer la sécurité de la capitale, nous

sommes optimistes pour la suite du transfert. » Parallèlement au transfert d'autorité, la coalition internationale participe active-



Soldats afghans prêtant serment au fanion de leur bataillon.

ment au processus de montée en puissance de l'armée nationale, que ce soit au sein de la FIAS ou d'Enduring Freedom. Dans le cadre de la FIAS ont été mises en place des équipes de liaison et de mentorat (*Operational Mentoring and Liaison Teams - OMLT* - voir p. 4) sur tout le territoire, qui vivent

au quotidien avec leurs homologues afghans et les accompagnent dans toutes leurs missions, de l'instruction au combat.

Au niveau de l'opération Enduring Freedom, deux programmes complètent ce processus. L'Afghan Commando School, dont la centaine d'instructeurs afghans et 40 instructeurs étrangers (américains et français) ont formé 3700 commandos des forces spéciales depuis 2007. Fin 2008, le dernier des six kandaks (bataillon d'environ 600 hommes) prévus recevait le béret rouge. Devant le succès rencontré par la formation, la coalition et l'ANA ont décidé de prolonger le programme.

Le second volet est l'opération Epidote, lancée en 2002 en partenariat avec l'armée américaine pour assurer la formation initiale des militaires afghans, du simple soldat au commandant de bataillon. Depuis 2003, la France soutient plus particulièrement la formation des officiers afghans, chefs de section et commandants d'unités d'infanterie. ▶

REVUE D'ETUDES
 20 rue de l'Arcade 75008 Paris
 contact@revue-etudes.fr
 www.revue-etudes.fr
 TEL : 0825 800 735

Vous préparez un concours et souhaitez vous remettre à niveau en :

- Culture générale
- Dissertation
- Résumé de texte
- Note de synthèse
- Mathématiques...

Nos cours par correspondance vous conduiront au succès

demodemos GROUP

REVUE D'ETUDES
 20 rue de l'Arcade 75008 Paris
 contact@revue-etudes.fr
 www.revue-etudes.fr
 TEL : 0825 800 735

Vous êtes candidat au concours d'inspecteur de la sécurité de défense ?

Cours par correspondance jusqu'en septembre 2009

La Revue d'Etudes, partenaire du Ministère de la Défense, vous prépare au succès !

demodemos GROUP



Soldats français et policiers afghans à Shinah, près du camp de la Force internationale de Warehouse, à Kaboul.

► En 2004, la France devient en outre partenaire de l'ANA pour l'ouverture à Kaboul de l'Ecole d'état-major afghane, où sont formés les officiers d'état-major, ou encore les spécialistes du renseignement et de l'administration. 43 instructeurs français

participent à Epidote. Ils ont formé près de 5 500 officiers afghans et entraînent en plus aujourd'hui les instructeurs afghans qui, à leur tour, formeront les officiers de l'ANA. 1 400 élèves ont déjà quitté l'Ecole d'état-major et rejoint leurs corps respec-

tifs diplôme en poche, sésame indispensable au commandement d'un kandak.

La montée en puissance de l'ANA

L'armée nationale afghane compte à l'heure actuelle 80 000 soldats et espère voir ses effectifs atteindre 134 000 à l'horizon 2012. La communauté internationale, avec la FIAS et Enduring Freedom, poursuit son effort pour la montée en puissance de l'ANA et la sécurisation du territoire afghan. « Les ANSF et la coalition concentrent leurs efforts sur la sécurisation des élections présidentielles en août, une étape importante pour les Afghans qui sont en première ligne pour sécuriser le processus », souligne le général Stollsteiner. 20 000 militaires supplémentaires vont bientôt venir grossir les rangs de la FIAS. La communauté internationale, par la déclaration de l'Otan relative à l'Afghanistan (voir encadré), a rappelé sa ferme détermination à aider le peuple afghan à se construire un avenir meilleur et, « à mesure que l'Afghanistan augmentera ses capacités (...), à mettre l'accent sur le mentorat et la formation. »

Cynthia Glock



Unités afghane en exercice. Les autorités nationales et la coalition mettent l'accent sur la sécurisation des élections présidentielles.



La solution mutation AGPM

A370067 • Association Générale de Prévoyance Militaire, association déclarée régie par la loi du 1er juillet 1901 - Journal officiel du 8 novembre 1951, SIRET 775 713 704 00010 APE 9493Z - Rue Nicolas Appert 83006 TOULON Cedex 9 • Crédit photo : JUPITER IMAGES • 0,09 €/min en France métropolitaine (depuis un poste fixe Orange (France Télécom). Coût variable depuis les autres opérateurs de téléphonie fixe ou mobile), et + 33 4 88 69 32 22 depuis l'étranger et les DOM - PDM • ADA • mai 2009

Déménager :
un jeu d'enfant !

Avec l'AGPM :

- Assurances habitation et auto
- Déménagement
- Achat et vente auto
- Prêts immobiliers et crédit d'équipement
- Petites annonces immo et auto sur agpm.fr



Appelez le 32 22* ou visitez agpm.fr

Pour vous, on s'engage jusqu'au bout

AGPM
ASSURANCE, ÉPARGNE, PRÉVOYANCE



La cybersécurité, un

ne priorité pour la Défense

« **L**a cyberdéfense est désormais inscrite au rang d'enjeu de sécurité nationale. Internet est devenu le système nerveux de nos sociétés, et une atteinte du système nerveux provoque des effets considérables », commente le colonel Stanislas de Maupeou, en charge de la réaction et de la prévention des attaques informatiques au Secrétariat général de la Défense nationale. Le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale préconise pour la première fois que la France se dote « à court terme d'une capacité réactive de défense de ses systèmes d'information » (1). « Mais la cyberdéfense n'est pas un concept toujours bien défini, reconnaît le colonel Jean-Michel Houbre, sous-directeur de la sécurité des systèmes d'information à la Direction générale des systèmes d'information et de communication (DGSIC) du ministère de la Défense. Concernant la Défense, il désigne la sécurité des systèmes d'information, dont la lutte informatique défensive représente le côté opérationnel. » En avril 2007, les



PIERRE ANDRIEU / AFP

Le développement rapide de l'Internet s'accompagne d'une vulnérabilité accrue des systèmes informatiques. Un enjeu devenu d'autant plus préoccupant qu'en la matière, l'« ennemi » est difficilement identifiable...

Parmi les systèmes sensibles :
ceux touchant à la gestion de l'électricité, de l'eau ou des transports d'un pays.

autorités de Tallin, la capitale estonienne, décident de déplacer un monument dédié aux combattants de l'armée soviétique qui avaient libéré le pays de l'occupation allemande, provoquant aussitôt un tollé aussi bien chez les Estoniens russophones que chez le voisin russe. « Au lendemain du déplacement du monument démarrait une vague d'attaques informatiques visant les sites gouvernementaux et publics, ceux des opérateurs de téléphonie mobile, des banques commerciales et des organes d'information. Ces

attaques par 'déni de service' consistaient à saturer, par une multitude de demandes de connexions simultanées, les sites concernés » pour les rendre inaccessibles.

Autre cas mis en avant par le rapport 2008 du sénateur

Roger Romani sur la cyberdéfense (2), « les attaques dites 'chinoises', dont plusieurs gouvernements occidentaux ont indiqué avoir été la cible au cours des années 2006 et 2007 ». Des courriels comportant un « cheval de Troie » (programme informatique destiné à prendre le contrôle d'un ordinateur, ndlr) avaient notam-

ment été envoyés à de hauts fonctionnaires choisis. En France, le ministère des Affaires étrangères avait été visé.

Dans ces deux exemples, il est difficile d'avoir des preuves sur l'origine de l'attaque. Car un des problèmes majeurs de la lutte informatique défensive est de mettre un nom sur l'auteur d'une attaque. La cyberdéfense englobe en effet un nombre d'acteurs considérable... « À côté des passionnés qui veulent montrer leur aptitude à pénétrer les réseaux ou des oppo-

sants politiques ou idéologiques, vous avez les officines à la recherche de secrets politiques, militaires ou industriels, décrit l'officier de la DGSIC, les cybercriminels qui attaquent en masse les biens sensibles comme l'argent, ou encore les cyberterroristes, même s'il n'y a aucun fait avéré d'acte cyberterroriste pour le moment. Le dernier stade, c'est la cyber-guerre, où des États cherchent à en déstabiliser d'autres. Mais prouver qu'un pays vous a attaqué est très difficile... Vous pourrez toujours savoir d'où vient l'attaque, mais vous ne pourrez pas être sûr de son origine. » Il est en effet très facile d'opérer par « rebonds », c'est-à-dire par l'intermédiaire de plusieurs ordinateurs.

Parmi les systèmes sensibles, les SIO (systèmes d'information opérationnels) et les SCADA (*supervisory control and data acquisition*) font l'objet d'une attention particulière des autorités. Les SCADA sont des systèmes informatiques utilisés dans les processus industriels. Ils deviennent vitaux quand ils touchent à la gestion de l'électricité, de l'eau ou des transports d'un pays. Il y a quinze ans encore, il était très difficile d'obtenir des informations sur eux, et leurs réseaux informatiques n'étaient pas connectés à Internet. Or, ce n'est plus le cas. Les SIO sont, quant à eux, spécifiques aux armées. C'est grâce à eux que les commandements militaires reçoivent et synthétisent des informations pour la conduite des opérations. « En temps de guerre, neutraliser les SIO peut désorganiser l'état-major adverse et le rendre 'aveugle' le temps d'une frappe aérienne, par exemple », ajoute Jean-Michel Houbre.

« La première des choses à faire est de mettre

« En temps de guerre, neutraliser les systèmes d'information opérationnels peut désorganiser l'état-major adverse et le rendre aveugle »



OLIVIER LABAN-MATTEI / AFP

La cyberdéfense, un concept devenu majeur depuis les attaques subies par l'Estonie.

Nouvelles structures

Le futur secrétariat général pour la Défense et la sécurité nationale (SGDSN) devrait créer une agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI), qui coordonnera l'action interministérielle. Au ministère de la Défense, le fonctionnaire de sécurité des systèmes d'information (FSSI), conduit la politique de cyberdéfense. Il est rattaché à la Direction générale des systèmes d'information et de communication. L'aspect opérationnel est réservé au Centre d'analyse en lutte informatique défensive (CALID).

à jour les systèmes informatiques, car les logiciels sont par nature imparfaits et les erreurs de conception ouvrent des portes pour une attaque. Pour protéger nos réseaux informatiques, il faut les concevoir dans une approche de gestion des risques et mettre en place une défense en profondeur et dynamique, explique le colonel Stanislas de Maupeou. Les informations confidentielles du ministère de la Défense, par exemple, doivent être protégées

selon la valeur et la sensibilité des informations traitées et exclues des réseaux Internet. Il faut donc concevoir des réseaux déconnectés. Mais les outils ne font pas tout. Les conclusions du Livre blanc soulignent également le besoin de formation pour que nous ayons, à terme, une filière dédiée à la cyberdéfense pour répondre au déficit de moyens humains. »

La France, qui a réintégré la structure de commandement militaire de l'Otan le mois dernier, va poursuivre la coopération sur le plan international.

L'Alliance atlantique s'est penchée, depuis le sommet de Bucarest en 2008, sur le concept de cyberdéfense, un thème devenu majeur depuis les attaques informatiques subies par un de ses membres, l'Estonie. Un centre d'excellence sur la cyberdéfense a été créé en mai 2008 à Tallin. Il a pour mission d'élaborer une doctrine dans ce domaine, grâce notamment au retour d'expérience des pays membres, et de former des experts.

En Europe, l'*European Network and Information Security Agency*, l'ENISA, a été créée en 2004 à Heraklion (Crète). Elle conseille et assiste la Commission et les États membres de l'Union européenne en matière de cyberdéfense. Le Livre blanc souligne le soutien que cette agence devra apporter à la Commission pour une véritable politique de sécurisation des systèmes d'information au sein des institutions européennes. ■

Julien Fouineau

(1) Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale, 2008, éd. Odile Jacob, p. 182.

(2) Rapport d'information n° 449 fait au nom de la commission des Affaires étrangères de la Défense et des forces armées sur la cyberdéfense par Roger Romani, pp. 8 et 9.

L'excellence
d'une épargne
sécuritaire

Résultat 2008

4,43% net⁽¹⁾
et
4% net garanti
en 2009⁽¹⁾⁽²⁾

Sécurité
Transparence
Disponibilité, Rentabilité

**Sécurisation du capital sur
le fonds en euros (Actif Cantonné ASAC)**

- Très faibles frais de gestion annuels :
 - 0,36 % sur le fonds garanti en euros,
 - 0,60 % sur les unités de compte (pour **Épargne-Retraite 2 Plus**),
- Frais sur versements dégressifs : de 2 % à 0,90 %.

**Diversification possible en version multisupport
"Épargne-Retraite 2 Plus"**

- Fonds en euros 100 % garanti,
- 35 fonds pour diversifier vos investissements,
- Options d'arbitrage automatiques gratuites.

(1) Taux annuel de participation aux bénéfices du fonds en euros net de frais de gestion, hors prélèvements sociaux. Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

(2) Pour les contrats actifs au 31/12/2009.

Contrats d'assurance vie souscrits par ASAC auprès d'AGF (groupe Allianz) qui apporte les garanties techniques et financières, sélectionnés par le GMPA.

Régulièrement primé :



Formules sélectionnées par le



La Prévoyance des forces
de défense et de sécurité

01 58 85 04 00 www.gmpa.asso.fr

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

A retourner au GMPA : Tour Neptune - CC 0402 -20, place de Seine - 92086 La Défense Cedex

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____
E-mail : _____

Quelques renseignements vous concernant

Age : _____ Situation de famille : _____

Je souhaite obtenir davantage d'informations sur :

Épargne-Retraite 2 **Épargne-Retraite 2 Plus**

Je vous remercie :

de m'adresser une documentation par courrier
 de me contacter par téléphone :

Domicile : _____ entre _____ h et _____ h
Bureau : _____ entre _____ h et _____ h
Portable : _____ entre _____ h et _____ h

Handicap

la Défense s'engage

débit est lent, il est parfois difficile à comprendre, mais il peut suivre et participer à une conversation. François confie qu'il travaille ici au tri et à la redistribution du courrier, mais qu'il voudrait surmonter son handicap et s'élever dans l'échelle professionnelle.

Son vœu a été exaucé. Poussé et soutenu par sa hiérarchie, il va bientôt changer de service pour un emploi d'agent-comptable au bureau des formations. « *Ce poste me convient parfaitement, puisque j'ai passé un baccalauréat comptabilité.* » François aura néanmoins essuyé de nombreux refus avant d'en arriver là. « *Du fait de mon handicap, les gens pensent que je vais leur compliquer la vie.* » Anne-Marie Le Verche confirme : « *Il s'agit en réalité d'une méconnaissance et d'une peur du handicap. Malheureusement, les employeurs ne connaissent*

Les entreprises publiques et privées doivent réserver 6 % des postes à des handicapés, un pourcentage rarement observé. Très bon élève en la matière, le ministère de la Défense mène une campagne énergique pour que ce taux soit atteint, et même dépassé.

« **L**e mot handicap est trop souvent associé à l'image du fauteuil roulant. » Telle est la difficulté première que rencontre au quotidien Anne-Marie Le Verche, correspondante nationale handicap du ministère de la Défense. « *Les gens ne se rendent pas compte de la diversité des handicaps* », déplore-t-elle. À la direction des ressources humaines du ministère, à Balard (Paris xv), elle a en charge la promotion de l'embauche des personnes handicapées bénéficiaires de l'obligation d'emploi. Alors qu'elle entame un exposé des plans mis en place, un homme entre dans le bureau. Plutôt grand, il s'avance timidement, comme s'il avait peur de déranger. Anne-Marie Le Verche l'accueille chaleureusement. Il s'agit de François. Sourd-muet de naissance, il est aujourd'hui capable de parler. « *Mon handicap a été détecté à la naissance, et j'ai été placé rapidement entre les mains d'orthophonistes.* » Son

pas les dispositifs existants dans le cadre de l'embauche d'une personne handicapée. » Par exemple, pour accueillir François le mieux possible, ses futurs collègues ont pu suivre une formation pour apprendre les rudiments de la langue des signes. Anne-Marie Le Verche assure par ailleurs qu'un traducteur peut être présent aux réunions auxquelles il devra assister. La conversation avec François, ravi qu'on lui demande d'échanger quelques mots en langage des signes, se poursuit, et le handicap se fait oublier.

Une dame pénètre brusquement dans le bureau et, dans un grand sourire, se présente : Brigitte. Elle est l'image parfaite de la femme de 50 ans moderne. Active, voire hyperactive, elle parle très vite, avec un accent méridional. François est perdu. Les lèvres de Brigitte s'agitent trop vite pour qu'il puisse reconnaître un seul mot. Brigitte continue d'expliquer qu'en 2000-2001,



Le ministre de la Défense, Hervé Morin, et Valérie Létard, secrétaire d'État à la Solidarité, lors de la présentation du plan handicap 2009-2011 en mars dernier.

Ci-contre : Sourd-muet, François a postulé à un poste d'agent comptable.

Ci-dessous : Anne-Marie Le Verche correspondante handicap du ministère de la Défense.





PHOTOS : CHRISTOPHE FIARD / DICOD



après des périodes de grosse fatigue suivies de malaises, on diagnostique chez elle le syndrome de l'épuisement. À partir de 2005, après quelques démarches administratives, elle obtient le statut de « travailleur handicapé ». Ironie du sort, elle travaillait dans l'accompagnement à l'emploi. Elle reprend ses études et obtient un Master 1 en ressources humaines. Anne-Marie Le Verche reçoit son CV et Brigitte est finalement embauchée par la Délégation générale pour l'armement comme chargée d'études en ressources humaines. Elle a eu droit à des aménagements de poste. « Il s'agit de modifications de bon sens. L'objectif est de rendre la vie et le travail plus simples au quotidien. Cela peut aller de l'aménagement d'horaires jusqu'à l'adaptation du mobilier et du matériel de bureau », complète Anne-Marie Le Verche.

Frédéric partage un bureau avec deux autres personnes. Lui non plus ne semble pas souffrir d'un handicap. Et pourtant, à 23 ans, alors qu'il est étudiant en chimie un accident vasculaire cérébral lui vaut quatre ans de rééducation. Finies les études de chimie ! Il suit alors une formation sanitaire et sociale dans un centre spécialisé, puis commence à chercher un emploi dans le privé. « Mais comment expliquer à un futur employeur un "trou" de quatre années dans le CV ? Certains m'ont même demandé si j'avais fait de la prison ! Je répondais que j'aurais préféré, mais sans forcément leur parler de mon accident. Surtout que mes séquelles ne sont pas visibles. » Aujourd'hui, à 31 ans, après s'être inscrit à l'agence nationale pour l'emploi et à Handipass (agence pour l'emploi pour les handicapés), il a été embauché par le ministère de la Défense comme chargé d'études. Bénéficiaire de l'obligation d'emploi, Frédéric a été recruté sur entretien, et non par concours. Il a droit à des aménagements d'horaires : « J'arrive plus tôt et je pars plus tôt. Ce que j'apprécie surtout, ce sont les astuces de mes collègues pour aller plus vite et éviter que je me fatigue trop. »

Ils sont nombreux à bénéficier, comme François, Brigitte et Frédéric, de l'obligation d'emploi au sein du ministère de la Défense. « Il faut faire comprendre qu'un handicap n'est pas une déficience mentale. Avec 5,57 % de recrutements de personnes bénéficiant de l'obligation d'emploi, le ministère de la Défense fait partie des très bons élèves ! Malgré tout, nous nous employons à atteindre au moins les 6 % requis », conclut Anne-Marie Le Verche. ■

Floriandre Deriu

La loi du 11 février 2005

La loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées promulgue l'accessibilité à la scolarisation, à l'emploi et aux transports. Elle confirme l'obligation d'emploi de personnes handicapées à la hauteur de 6 % dans le secteur public ou privé. Pour certains emplois de catégorie A, B ou C, les handicapés peuvent être embauchés à la suite d'un unique entretien.

S'il s'agit d'un concours obligatoire, des aménagements lors des épreuves sont proposés : installation dans une salle spéciale, temps supplémentaire, utilisation d'un ordinateur, temps de repos...

Au ministère de la Défense, les travailleurs handicapés ou les anciens militaires titulaires d'une pension militaire d'invalidité peuvent bénéficier d'un recrutement par contrat donnant vocation à titularisation. En 2008, le ministère a recruté 192 personnes en situation de handicap, dont 27 anciens militaires. L'objectif fixé pour 2009 est de 110 recrutements.



BRUNO BLANCHAIS / MARINE NATIONALE

Basée à Fort-de-France, en Martinique, la frégate de surveillance *Ventôse* a pour mission exclusive la lutte contre le trafic de drogue. Depuis son affectation en 2001, au sein des Forces armées aux Antilles (FAA), quinze tonnes

de cocaïne et neuf cent soixante kilos de marijuana ont été saisis en mer des Caraïbes au cours de ses opérations de surveillance maritime.

La traque des navires des narco-trafiquants s'effectue grâce à un travail de renseignement réalisé par les pays de

la zone Caraïbe, en particulier par les États-Unis.

C'est par cette mer, vaste comme la Méditerranée, que la cocaïne, produite essentiellement dans les pays d'Amérique du Sud, transite vers le Nord pour alimenter le marché des îles et des

Mer des Caraïbes

le « Ventôse » contre le narcotrafic

Pour mener ses missions de contrôle, la frégate de surveillance travaille en étroite collaboration avec les services de renseignement des pays de la région. Sur décision du préfet de la Martinique, délégué du gouvernement pour l'action de l'État en mer, elle peut intercepter, voire neutraliser tout bâtiment suspect.



La frégate fait partie des Forces armées aux Antilles depuis 2001.

États-Unis ou vers l'Est pour les bateaux qui prennent direction de l'Europe ou de l'Afrique.

La drogue est transportée sur des embarcations très rapides, les *Go Fast*, sur des bâtiments de pêche ou de commerce, n'affichant ni pavillon, ni signe

de nationalité. Lorsque l'un d'entre eux, repéré par un avion ou un hélicoptère, refuse de s'identifier, un contrôle est décidé par le préfet de la Martinique, délégué du gouvernement pour l'action de l'État en mer, en liaison avec l'Office central pour la répression du trafic illicite

des stupéfiants (OCRTIS). La frégate est ensuite chargée de les intercepter ou de les neutraliser. Elle dispose pour ces missions d'une embarcation rapide à coque semi-rigide, ainsi que d'un hélicoptère Panther. ■

Aude Le Calvé

CYNTHIA GLOCK

HERVÉ MORIN VISITE LA BASE DE DÉFENSE DE VALENCE

Le ministre de la Défense s'est rendu, le 21 avril, sur la base de défense (BDD) expérimentale de Valence (26), qui regroupe les fonctions de soutien et d'administration du 1^{er} Régiment de Spahis, du Groupement aéromobilité de la section technique de l'armée de terre (GAMSTAT) et du détachement air (BA 115) de

Portes-lès-Valence. Sur place, Hervé Morin a rencontré le personnel civil et militaire de la base et a assisté à des démonstrations du 1^{er} Spahis illustrant la préparation opérationnelle. Onze bases de défense sont, à ce jour, en expérimentation dans le cadre du processus de modernisation de la Défense.



ATALANTE : 11 PIRATES REMIS AUX AUTORITÉS KENYANES

Agissant dans le cadre de l'opération européenne Atalante de lutte contre la piraterie, la frégate *Nivôse* a déjoué, le 15 avril, une attaque contre le navire de commerce *Safmarine Asia* battant pavillon libérien. Le *Nivôse* a intercepté onze pirates à près de 900 km au large des côtes kenyanes. Les assaillants, qui naviguaient

sur deux skiffs d'assaut contenant armes et matériel, étaient soutenus par un « bateau-mère » transportant environ 4 tonnes de carburant. Le *Nivôse* a remis, le 22 avril, les onze pirates aux autorités kenyanes à Mombasa, où ils seront jugés. À ce jour, la France a interpellé 71 pirates au cours de neuf interventions.



DU MATÉRIEL DE DÉMINAGE SUR LE THÉÂTRE AFGHAN

Début avril, trois Buffalo (véhicules de déminage blindés) et deux Souvim (systèmes d'ouverture d'itinéraires minés) sont arrivés à Kaboul. Le Souvim détecte et marque les engins explosifs, tandis que le Buffalo les met à nu pour préparer l'intervention des spécialistes en neutralisation, enlèvement et destruction d'engins explosifs

(NEDEX). Ces nouveaux moyens dépêchés sur le théâtre afghan et acquis dans le cadre des « urgences opérations » seront employés par les OMLT (*Operational Mentoring and Liaison Team*), le Bataillon français et le groupement tactique interarmes (GTIA) en Kapisa, sous la responsabilité des chefs de détachement du génie.

KOSOVO : EXERCICE NORTHERN SPRING

La Task Force multinationale Nord (MNTF-N), appartenant à la force de l'Otan au Kosovo (KFOR), a conduit, du 18 au 22 avril, un exercice visant à valider les procédures de commandement dans le cadre de la conduite d'opérations à partir d'un PC tactique déployé sur le terrain. Northern Spring, auquel

ont participé 350 militaires et 100 véhicules dans la région de Ravna Gora, dans le Nord du pays, a testé la réactivité de la force en prenant en compte les contraintes d'un déploiement en situation de crise. Placée sous commandement français, la MNTF-N est une des cinq forces multinationales de la KFOR.

EXERCICE RED FLAG EN ALASKA

Un détachement de l'armée de l'air composé de 140 aviateurs, de cinq Mirage 2000 D de Nancy, de trois Mirage 2000 N de Luxeuil et de deux ravitailleurs C 135 FR d'Istres ont effectué, mi-avril, un voyage de plusieurs milliers de kilomètres pour participer à l'exercice Red Flag sur la base de l'US Air Force d'Eielson, en Alaska. Au menu

de Red Flag : manœuvres de frappes aériennes dans la profondeur et missions d'appui aérien rapproché. Durant quinze jours, les avions français ont pu démontrer leurs capacités à intégrer une coalition « air » interalliée et se sont entraînés dans un environnement réaliste et idéal, l'Alaska étant le plus vaste espace aérien des États-Unis.



SIRPA AIR



SEDAC

JEAN-MARIE BOCKEL EN VISITE OFFICIELLE AU BRÉSIL

Le secrétaire d'État à la Défense et aux Anciens combattants a effectué une visite officielle au Brésil les 13 et 14 avril. Il a rencontré le ministre de la Défense brésilien, Nelson Jobim, pour un point d'étape après la signature, fin décembre, par les chefs d'État français et brésilien, d'un plan d'actions pour la mise en œuvre d'un parte-

nariat stratégique. Le renforcement de la collaboration entre les deux États en matière de défense et d'armement s'inscrit dans la perspective de la visite en France, le 7 septembre prochain, du président brésilien Lula, que Jean-Marie Bockel a également rencontré au cours de son déplacement à Rio de Janeiro.

AFGHANISTAN : OPÉRATION SUNNY DAYS EN KAPISA

200 soldats de l'armée nationale afghane appuyés par 550 militaires français et américains, des drones, des hélicoptères et des avions de la coalition ont établi, mi-avril, une nouvelle base avancée (COP, pour *Combat Outpost*) en Kapisa, dans la vallée d'Alasäi. «Sunny Days» est la troisième opération de ce type, deux bases étant déjà

installées dans cette vallée de l'Est du pays. Elle a en outre permis de reconnaître, pour la première fois, les crêtes dominant cette zone à 2 200 mètres d'altitude, utilisées par les insurgés. La base a été baptisée COP Belda, en hommage au caporal-chef Nicolas Belda du 27^e Bataillon de chasseurs alpins, mort au combat le 14 mars dans cette même vallée.



EMA



EMA

FIN DE L'EXERCICE PERLE DE L'OUEST AU KOWEÏT EN PRÉSENCE DU CEMA

L'exercice interarmées franco-koweïtien Perle de l'Ouest s'est achevé le 15 avril sur la visite du général d'armée Jean-Louis Georgelin, chef d'état-major des armées (CEMA). Au côté de son homologue koweïtien, le général Fahd Al-Amir, le CEMA a assisté à la démonstration finale clôturant deux semaines de manœuvres avant de ren-

contrer les participants de l'exercice. Organisé tous les quatre ans depuis 1992, Perle de l'Ouest a pour but d'entraîner les forces terrestres, aériennes et maritimes, et les forces spéciales des deux pays afin de développer leurs capacités à conduire des opérations conjointes et d'améliorer l'interopérabilité de leurs systèmes de communication.

DOSSIER

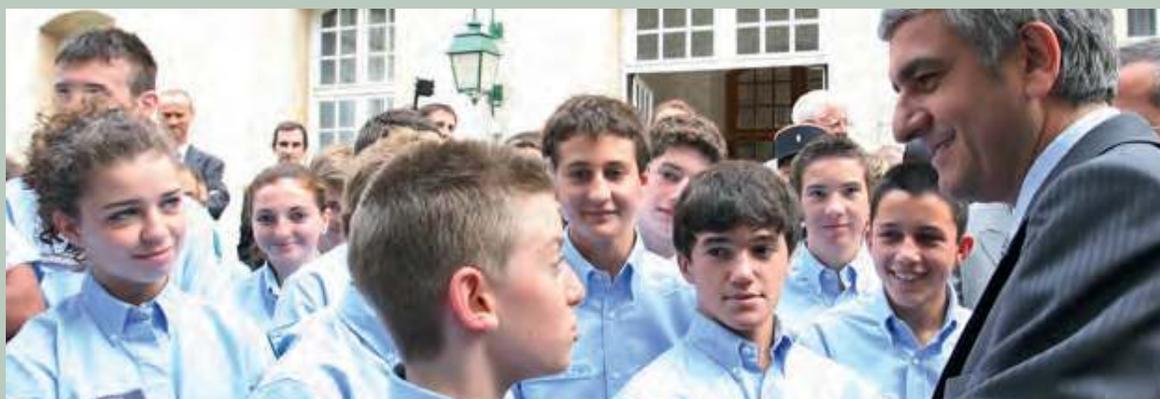
PLAN

EGALITE

EN

7
POINTS

DOSSIER



Le ministre de la Défense, Hervé Morin, au lycée de Saint-Cyr l'École, à la rentrée 2008. Depuis septembre dernier, les lycées militaires ouvrent leurs portes aux jeunes boursiers de l'Éducation nationale.

DES CHANCES

Le rôle de la Défense au sein de la Nation est tel que le définissait l'ordonnance du 7 janvier 1959 : « assurer en tout temps et en toutes circonstances, et contre toutes les formes d'agression, la sécurité et l'intégrité du territoire, ainsi que la vie de la population ». Cette mission traditionnelle du ministère est bien connue de nos concitoyens. Son importance et le rôle qu'il joue en matière économique et sociale restent moins clairs pour l'opinion publique. En plus d'être un fort pourvoyeur d'activité économique, le ministère est le premier recruteur du pays, avec 32 000 postes en 2008. Ce rôle social ne s'arrête pas là, le ministère mettant en œuvre activement son plan Égalité des chances, partie intégrante de la dynamique interministérielle présentée par le Président de la République à l'école Polytechnique le 17 décembre dernier. Cette action visant à permettre aux jeunes, particulièrement ceux issus des milieux modestes, de progresser au sein de la société mérite d'être mieux connue du grand public. Ce dossier présente les 7 points du plan Égalité des chances de la Défense, en mettant en valeur plus particulièrement 4 d'entre eux. Nos journalistes ont rencontré des jeunes « bénéficiaires » de ce plan, ainsi que des femmes et des hommes qui œuvrent à sa réussite.

Général Bruno Chevassu, Frédéric Jonnet chargés de mission «Plan Egalité des chances»

«La Défense souhaite participer à l'émergence des élites au sein des milieux les plus modestes»

Le plan Egalité des chances (PEC) a été lancé en septembre 2007 par le ministre de la Défense, Hervé Morin. Ce dispositif doit permettre à l'ensemble des jeunes, et particulièrement ceux issus de milieux modestes, de progresser dans la société. Nommés chargés de mission plan Egalité des chances en septembre dernier, le général de brigade aérienne Bruno Chevassu et Frédéric Jonnet, proviseur de lycée détaché au ministère de la Défense, détaillent les différents aspects de leur mission.

Qu'est ce que le plan Egalité des chances du ministère de la Défense ?

Frédéric Jonnet : Le plan Egalité des chances constitue aujourd'hui une priorité gouvernementale qui mobilise l'ensemble des services de l'Etat. Les initiatives du ministère de la Défense s'inscrivent dans une dynamique interministérielle lancée par le Président de la République. Dans son discours de Palaiseau, le 17 décembre dernier, Nicolas Sarkozy a affirmé sa volonté de corriger les inégalités, notamment en nommant Yazid Sabeg au poste de commissaire à la Diversité et à l'égalité des chances.

Général de brigade aérienne Bruno Chevassu :

Le plan Egalité des chances de la Défense est basé sur l'éducation et la promotion sociale. Il a pour objectif de développer les valeurs de citoyenneté et de mieux faire connaître la communauté de Défense. Nous souhaitons favoriser la mixité sociale. Ce plan se décline en sept actions : les lycées militaires, le tutorat, les cadets de la Défense, les préparations militaires, les formations qualifiantes, les réservistes locaux à la jeunesse et à la citoyenneté (RLJC) et les établissements publics d'insertion à la défense (EPIDe). Grâce à ce dispositif, la Défense souhaite participer à l'émergence des élites au sein des milieux les plus modestes et créer une dynamique d'ouverture notamment vers le monde de la Défense.

Par qui sont encadrés les jeunes participant à ces différentes actions ?

F. Jonnet : Tout dépend des actions. Il y a une grande mixité du personnel encadrant. Les jeunes peuvent être encadrés par du personnel du ministère de la Défense, d'active ou de réserve, du personnel de l'Education nationale ou par des étudiants... C'est une richesse. Par exemple, le tutorat, c'est la parole de l'adulte qui passe par la bouche d'un étudiant.

Chaque fois que nous avons l'occasion de pouvoir faire dire quelque chose, non pas dans le rapport d'autorité, mais dans le rapport de complicité, le message passe mieux.

GBA B. Chevassu : Mais notre principale difficulté est de trouver ce personnel encadrant. Certes, il y a la réserve, mais celle-ci est en pleine évolution. Quant au personnel d'active, il se recentre sur son cœur de métier. Pour le commandement, c'est le grand écart pour trouver une solution concrète et de valeur. Quand on s'adresse à une population de jeunes, on ne peut se permettre de ne pas cibler le haut du panier. L'enjeu est donc de trouver un encadrement qui soit de la meilleure qualité. On a du mal à motiver les gens de façon pérenne sur ce genre d'initiative.

Y a-t-il une volonté de recruter des jeunes par le biais de ces actions ?

F. Jonnet : Le recrutement n'est pas l'objectif principal du PEC. Notre ambition est de favoriser la mixité sociale. Le tutorat et les lycées militaires contribuent à cet objectif. Notre mission est aussi d'insérer professionnellement des jeunes peu diplômés. Les EPIDes, des stages de formation qualifiante participent à cette volonté. Par ailleurs, les

INTERVIEW

réseaux des RLJC, les formations données aux cadets de la Défense ou encore les préparations militaires sont autant de moyens pour initier des populations différentes aux métiers de la Défense.

GBA B. Chevassu : Dans le PEC, les RLJC, les cadets, les préparations militaires et la CPES sont les quatre actions à vision directe de recrutement. Mais, le recrutement n'est pas notre objectif final. Par exemple, pour l'EPIDe, seuls 15 % des jeunes qui en sortent rejoignent la Défense. Si participer à ces différentes actions peut donner l'idée aux jeunes de s'engager dans la Défense, tant mieux ! On gagne sur tous les points. Notre but premier est social. Aujourd'hui, si on veut que notre société évolue et si on veut casser les ghettos qui peuvent se constituer, la Défense doit participer à l'effort national pour que l'Etat soit reconnu partout.

Comment la Défense se positionne par rapport aux autres ministères qui participent à ce plan ?

F. Jonnet : La Défense est en pôle position. Le ministère a même annoncé son plan Egalité des chances six mois avant le plan espoir banlieue. Ses différentes actions pourraient même servir de modèles dans d'autres administrations.

GBA Chevassu : Le ministère de la Défense, pouvait très bien se passer de faire un plan Egalité des chances. Or, il s'est très vite intéressé à cette problématique et a proposé diverses initiatives. Nos actions peuvent paraître anecdotiques par rapport aux



projets des ministères de l'Education nationale ou de la Ville. Mais c'est le fait de participer qui fait la force du projet. La Défense a toujours été un ministère intégrateur. C'est un « escalier social ». J'emploie le mot escalier, car c'est vous qui produisez votre propre ascension. Vous êtes le moteur de votre réussite. Avec la professionnalisation, on a vu beaucoup plus de diversité dans les armées. Cette diversité est visible chez les militaires du rang et les sous-officiers, mais très peu chez les officiers, qui sont recrutés selon un système « élitiste ». Les classes préparatoires aux études supérieures (CPES) de nos lycées militaires et le tutorat sont deux vraies réponses à ce phénomène. J'espère qu'avec ces deux

actions on verra plus de jeunes issus de la diversité entrer dans des écoles militaires qu'aujourd'hui. D'une manière générale, plus on ira chercher les jeunes dans les quartiers, plus ils en sortiront et s'intégreront dans la société.

Quels sont les prochains objectifs ?

GBA B. Chevassu : Après une première année qui a permis la réalisation d'initiatives dans les sept domaines, l'enjeu maintenant pour nous est double. Il s'agit de développer le projet mais aussi de s'assurer que tous les acteurs impliqués sont engagés avec conviction dans sa réussite et dans sa pérennité. ■

Propos recueillis par
Carine Bobbera

“J'espère qu'avec ces deux actions [les lycées militaires et le tutorat] on verra des jeunes issus de la diversité entrer dans des écoles militaires plus qu'aujourd'hui.”

Les deux pilotes du plan

Frédéric Jonnet

Normalien et agrégé des lettres, Frédéric Jonnet a exercé en tant qu'enseignant avant d'être nommé proviseur dans deux lycées d'Ile-de-France. C'est à ce titre qu'il a été détaché, en septembre 2008, du ministère de l'Education nationale au ministère de la Défense, pour y co-piloter le plan Egalité des chances.

Général Chevassu

Après une carrière de pilote de combat, le général de brigade aérienne Bruno Chevassu a rejoint l'état-major de l'armée de l'air en 2005, notamment dans les domaines de l'organisation et des relations humaines. La conduite du plan Egalité des chances du ministère de la Défense lui a été confiée en septembre 2008.

Objectif grande école

Pendant trois ans, des X ont « accompagné » des lycéens prometteurs d'origine modeste jusqu'à leur entrée en prépa. Mise en place par Polytechnique dès 2005, l'expérience est étendue, depuis la dernière rentrée, aux autres grandes écoles de la Défense.

Comme tous les mercredis, Youssef, Jonathan, Amira, élèves dans un lycée de banlieue, se retrouvent dans une salle de cours de la prestigieuse École polytechnique. Thèmes de cet après-midi : réflexions sur l'actualité, culture générale, découverte des filières et des métiers... Ces lycéens participent au programme « Une grande école, pourquoi pas moi ? » mis en place par Polytechnique en 2005, suivant ainsi l'initiative et le programme de l'ESSEC (École supérieure des sciences économiques et commerciales). « Notre projet est d'accompagner, de la seconde à la terminale, des lycéens prometteurs issus de milieux familiaux modestes ou défavorisés, vers la voie qu'ils ont choisie, explique Marion Guillou, présidente du conseil d'administration de l'École polytechnique. Nous cherchons à développer leur curiosité, à leur permettre d'accéder plus facilement au monde de la culture, des études et de l'entreprise. » Actuellement, soixante-treize élèves des lycées Albert-Einstein de Sainte-Geneviève-des-Bois, l'Essouriau des Ulis et Robert-Doisneau de Corbeil-Essonne suivent ce programme.



École polytechnique. Elève et son tuteur. Une après-midi par semaine pendant trois ans, les élèves des collèges suivent des modules pédagogiques à l'X.

Les séances de tutorat comprennent des modules pédagogiques, dont l'acquisition des codes sociaux, les techniques d'expression, et d'autres activités comme les visites d'entreprises, de musées ou

la réalisation de projets d'équipe. Ces séances sont dispensées un après-midi par semaine par les étudiants de Polytechnique. Les lycéens sont amenés à prendre la parole sur des thèmes d'actualité,

1 TUTORAT

mais aussi sur des sujets qu'ils ont eux-mêmes définis avec un tuteur référent. « Pour les lycéens, ces séances sont l'occasion d'exprimer leurs ambitions auprès de personnes au fait des difficultés concernant l'orientation, la confrontation au monde des études secondaires, mais qui connaissent aussi les possibilités et les aides qui s'offrent à eux, un domaine manquant parfois de lisibilité », explique Isabelle Bapteste, responsable du projet à Polytechnique.

Les élèves proposés par les lycées sont sélectionnés selon plusieurs critères : niveau scolaire, motivation et milieu social. « Au départ, je ne savais pas trop à quoi tout ça allait me servir, raconte Sérine, élève de terminale au lycée de l'Essouriau, aux Ulis. Aujourd'hui, je me rends compte que c'est une chance de participer à ce programme. Ce que j'apprends me sert dans la vie quotidienne. »

Au terme des trois années de tutorat, les élèves font tous preuve de davantage d'esprit de compétition et de capacité à s'organiser. « Nous voulons aider les lycéens à avoir une ambition professionnelle et leur donner les moyens de la réaliser. Les jeunes s'ouvrent ainsi à un avenir dont ils ne soupçonnaient pas l'existence ou dont ils se croyaient de fait exclus, continue Isabelle Bapteste. Le propos n'est pas de les soutenir dans leur scolarité mais de leur faire acquérir des méthodes, des codes sociaux et un bagage culturel qui leur seront utiles dans leurs études supérieures. »

L'un des résultats les plus tangibles est la confiance en soi et en l'avenir, que les lycéens développent au fur et à mesure. « Je me sens simplement plus "intéressante", sourit Sérine. Avant, quand je rencontrais quelqu'un, je n'osais pas lui parler. Je me disais, "il est mieux que moi", il va me juger, je me sentais mal. Maintenant, j'ai plus d'assurance, je prends plus d'initiative. »

Le choix des tuteurs est important. Une trentaine de polytechniciens, tous volontaires, participent au projet. « Ils ne présentent pas de profil particulier, si ce n'est leur envie de partager ce qu'ils aiment et d'apprendre aussi au contact de jeunes différents d'eux », commente Isabelle Bapteste. « J'ai voulu participer à cette initiative pour encourager ces lycéens à relever les défis qui se présenteront à eux tout au long de leur scolarité, explique Bianca, qui vient de débiter les cours de tutorat. Je suis espagnole, et je poursuis mes études d'ingénieur en France. Ça n'a pas été facile, au début. J'ai dû faire

beaucoup d'efforts. Par mon parcours, je veux leur montrer que tout est possible. »

Au fil des séances, une relation de confiance s'établit entre lycéens et tuteurs. « J'entretiens de bonnes relations avec mes tuteurs, commente Sérine. Quand je suis arrivée, les polytechniciens me paraissaient inaccessibles. Petit à petit, je me suis rendu compte qu'on a des choses en commun. Ils ont quatre ou cinq ans de plus que nous, on peut leur parler de l'école et de nos difficultés. »

Les résultats de ce projet sont encourageants. La première "promotion" de lycéens vient d'entamer ses études supérieures : classes prépa, HEC, EPITA... « Nous continuons à les accompagner pendant deux ans à travers un parrainage et un soutien financier, note Isabelle Bapteste. Nous avons réalisé qu'il fallait continuer à les accompagner pour qu'ils puissent transformer leur ambition en réussite. »

Carine Bobbera



“Les polytechniciens me paraissaient inaccessibles. Petit à petit, je me suis rendu compte qu'on a des choses en commun. Ils ont quatre ou cinq ans de plus que nous, on peut leur parler de l'école et de nos difficultés.”

En savoir plus

- Des élèves officiers ou ingénieurs des Grandes Écoles de la Défense (GED) « accompagnent » dans leurs études, des lycéens volontaires, dont la situation familiale et sociale peut constituer un frein dans l'accès à l'enseignement.
- Des conventions ont été passées entre ces GED, le rectorat de leur académie d'implantation et des lycées. Précurseur au sein de la Défense, l'École polytechnique est désormais suivie par 7 des 10 GED depuis la rentrée 2008.
- Les candidatures de jeunes domiciliés en zones urbaines sensibles (ZUS) sont privilégiées (une soixantaine, cette première année).
- 300 filleuls bénéficient de ce dispositif, un chiffre qui devrait atteindre 450 dans les deux prochaines années.

La discipline contre l'échec

Dans les établissements publics d'insertion de la Défense (EPIDe), ils sont logés, nourris et blanchis, suivent des stages de formation, reçoivent un pécule. La plupart trouvent un travail à la sortie. La rigueur et l'ordre contre la fin de la galère...

Se lever à cinq heures, faire son lit au carré, se doucher. Se raser et revêtir l'uniforme bleu... Tel est le rituel matinal de Yoni, 21 ans, depuis qu'il a intégré un établissement public d'insertion de la Défense (EPIDe). « *Au début, c'était dur de se lever. Mais, petit à petit, on s'habitue. Avant, je n'avais pas d'horaire, je me levais souvent à midi. Maintenant, ça ne me dérange pas de me lever tôt.* » Sans diplôme, ni travail, âgés de 18 à 23 ans, ils sont 240 comme Yoni à s'être portés volontaires à l'insertion au centre EPIDe de Monthéry. Leur ambition : casser la spirale de l'échec dans laquelle ils se trouvent et se donner les moyens de croire en leur avenir. Au programme : acquisition de règles de vie, remise à niveau scolaire, stages de formation. Installé dans l'enceinte du 121^e Régiment du train, le centre offre peu de tentations susceptibles de distraire les pensionnaires de leur objectif. L'environnement se limite à quatre bâtiments spartiates mis à disposition par l'armée de terre. Dans les dortoirs, le mobilier se résume au strict minimum : un lit, un tabouret et une armoire par personne. Après la toilette, les journées



Lever à 5 h, extinction des feux à 22 h 30. Un règlement intérieur strict mais... 97 % de

commencent par le nettoyage dans les bâtiments. Cours et exercices au grand air se succèdent ensuite jusqu'à 18 heures. À 22 h 30, extinction des feux. « *Y a pas la télé, regrette Yoni. Ça manque, mais on s'y fait, on trouve d'autres occupations : au foyer, il y a des babyfoots, des tables de ping-pong. De temps en temps, il y a des retransmissions de matchs de foot.* »

Arrivés par le biais des missions locales (1), des journées d'appel et

de préparation à la Défense (JAPD) ou après une candidature spontanée, ces jeunes adultes se construisent un projet professionnel à partir des formations générales et professionnelles qui leur sont proposées : bâtiment et travaux publics, mécanique, hôtellerie-restauration... « *Notre mission est qu'en sortant ces jeunes intègrent un centre de formation d'apprentis ou trouvent directement un emploi* », explique Patrick Secretin, directeur du centre EPIDe

2 EPIDE

de Montlhéry. Logés, nourris, blanchis, ces jeunes bénéficient d'une couverture sociale et perçoivent une allocation mensuelle de 300 euros : 150 versés chaque mois, le reste en fin de cycle. À condition d'aller au bout... « C'est une source de motivation supplémentaire et ça leur fait



réussite au certificat de formation générale.

un petit pécule pour démarrer leur nouvelle vie, précise Patrick Sécretin. La formation dure au maximum deux ans. Ainsi, ils sont prêts à travailler avant 23 ans. » Pendant leur formation, les jeunes passent leur certificat de formation générale, l'ancien certificat d'études. « On a 97 % de réussite à ce diplôme », se félicite le directeur de l'EPIDE.

Une discipline rigoureuse est imposée par le règlement intérieur. Cheveux courts pour les garçons,

attachés pour les filles, et uniforme pour tous. Les stagiaires doivent être impeccables. Selon eux, cela ne pose pas problème. Michèle, 19 ans, apprécie cette discipline. « Au début, ça m'a fait bizarre, je n'avais pas l'habitude d'être encadrée, mais ça m'a fait du bien. » Après sa 3^e au collège, elle a suivi une formation en alternance pour travailler dans la restauration. « Ça s'est mal passé, alors je suis restée chez moi. » C'est à l'occasion d'une journée d'appel de préparation à la défense qu'elle a découvert l'EPIDE. « Ce qui me plaît, ici, c'est la discipline. » Aujourd'hui, Michèle se sent repartir du bon pied : « J'ai choisi d'entrer dans la police pour devenir adjointe de sécurité. On a fait une sortie à l'école de police de l'Essonne et j'ai trouvé ça intéressant. Ça m'a confirmé que ce métier était fait pour moi. Je vais bientôt entrer en formation. Je suis heureuse d'avoir enfin trouvé ma voie. »

Ancien lieutenant-colonel, Patrick Sécretin s'appuie sur une organisation et des méthodes militaires. « On donne du sens à nos actions. Dans la société, on leur a souvent dit "non" sans leur fournir d'explication. Ici, il arrive qu'on leur refuse des choses, mais on leur explique toujours pourquoi. De même, quand on les met

au garde-à-vous, c'est pour leur apprendre à se contenir et à être plus attentifs. »

Pour remplir sa mission, Patrick Sécretin s'est entouré d'enseignants de l'éducation nationale, de personnel encadrant (souvent d'anciens militaires), de chargés d'insertion et d'éducateurs, comme Nadine Fiscal, chef de section. « Nous sommes avec eux 24 heures sur 24, explique-t-elle. Il faut sans cesse être vigilant. Mais si l'on se montre trop "intrusif", les jeunes pensent qu'on les "flique", alors que ce n'est pas le rapport qu'on souhaite entretenir avec eux. Il faut trouver la bonne distance. »

De leur passage à l'EPIDE – validé par un diplôme de niveau scolaire – ces jeunes sortent « resocialisés ». À l'image de Yoni, qui commence bientôt un stage de conducteur d'engins. « Je vais conduire des transpalettes. À la fin de mon stage, si tout se passe bien, je signe un CDI. Je suis heureux. L'EPIDE m'a offert un second départ. »

Carine Bobbera

1. Chargées d'aider les jeunes dans leur insertion professionnelle et sociale, les missions locales dépendent du ministère de l'Économie et des Finances et de l'Emploi.



“On a fait une sortie à l'école de police de l'Essonne et j'ai trouvé ça intéressant. Je vais bientôt entrer en formation. Je suis heureuse d'avoir enfin trouvé ma voie.”

En savoir plus

- Lancés en septembre 2005, les centres de l'Établissement public d'insertion de la Défense (EPIDE) sont placés sous la triple tutelle des ministères chargés de la Défense, de l'Emploi et de la Ville. •
- Actuellement, plus de 2 000 jeunes de 18 à 23 ans sont accueillis dans les 22 centres repartis sur toute la France.
- Fin octobre 2008, environ 3 500 jeunes ont passé en moyenne dix mois dans un de ces établissements. Près de 3 000 (soit 86 %) en sont partis avec un CDI, un CDD ou un contrat en alternance en poche. Renseignement : www.epide.fr

Les lycées militaires s'ouvrent

Réservés jusqu'à l'année dernière aux enfants de militaires ou du personnel de la Défense, les six établissements militaires gardent désormais 15 % de leurs places pour les élèves habitant des zones d'éducation prioritaire. Premiers échos du lycée d'Autun...

Depuis la rentrée scolaire 2008, les six lycées de la Défense sont acteurs du plan ministériel «Egalité des chances» et contribuent à la Dynamique Espoir Banlieues qui se conjugue dans un cadre interministériel. Jusque-là réservés aux enfants de militaires et à ceux d'agents de la fonction publique, les classes du second cycle des lycées de la défense ouvrent désormais leurs portes à des élèves de milieux différents. Le ministère de la Défense souhaite ainsi promouvoir l'égalité des chances au sein de son institution en facilitant l'admission dans les lycées de la Défense d'enfants de nationalité française issus de milieux modestes dont les parents ne sont pas ressortissants du ministère ou de la fonction publique. Un nouveau groupe d'ayants droit a été ainsi créé, exclusivement réservé aux enfants boursiers ou éligibles aux bourses de l'éducation nationale. Dès la classe de seconde, ces nouveaux élèves, pour lesquels 15 % des places ont été allouées, soit environ 120 places (70 % des places demeurant au bénéfice des enfants de militaires et les 15 % restant à ceux du personnel civil de la

Défense) bénéficient d'une scolarité secondaire stable et de qualité dans un environnement propice à la réussite de leurs études.

Installé dans un ancien séminaire, sur les hauteurs de la ville d'Autun (Saône-et-Loire), le lycée militaire comprend cinq classes de seconde. Arrivée du collège d'Étel (Morbihan), Awen, 16 ans, fait partie de l'une

Puis j'ai préparé mon dossier, j'ai passé le concours d'entrée. Aujourd'hui, j'ai conscience d'avoir beaucoup de chance et l'envie de réussir. De plus, le cadre militaire et la discipline sont des choses que j'apprécie. » Comme la majorité des élèves, Awen est interne. Sa famille qui, depuis, a déménagé à Evian, la voit pendant les vacances ou à l'oc-



Les classes de 2^e cycle et les classes préparatoires à l'enseignement supérieur accueillent des jeunes éligibles aux bourses de l'éducation nationale.

d'elles. Lorsqu'elle a préparé son dossier d'orientation en classe de 3^e, la rubrique «Autres» a attiré son attention. Elle découvre les possibilités offertes par le plan Egalités des chances. Son choix est fait. «*Je me suis renseignée auprès du Centre d'information et de recrutement des forces armées [CIRFA] de Vannes.*

casation de certains week-ends. C'est aussi le cas de Benjamin, 14 ans. «*En mars 2008, mon professeur principal a reçu l'information annonçant que les lycées militaires étaient ouvertes à la rentrée 2008-2009 aux élèves venant des ZEP [zones d'éducation prioritaire] ou aux boursiers par le biais d'un concours*

d'entrée. Ici, l'enseignement est d'un haut niveau ce qui permet d'espérer un accès plus facile aux études supérieures.»

En accédant aux lycées de la Défense ces nouveaux élèves bénéficient des aides sociales que le ministère de la Défense octroie aux familles les moins favorisées. Ainsi, pour eux, les études sont exonérées de frais de pension et de trousseau (environ 2 000 € par an) et ils bénéficient de six allers-retours gratuits en train pour rejoindre leurs familles durant les vacances.

A l'issue de leurs études secondaires, ceux qui désirent s'orienter vers une carrière d'officier pourront poursuivre leur scolarité dans les classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE) intégrées aux lycées de la Défense. «*En donnant une chance à ces enfants qui ne peuvent même pas imaginer qu'ils puissent accéder un jour à nos plus belles écoles militaires, expliquait Hervé Morin, ministre de la Défense devant le Conseil supérieur de la fonction militaire en décembre 2007, je veux que ces enfants-là puissent se dire que c'est possible et, en cela, nous œuvrons pour que nos armées, des militaires du rang jusqu'aux officiers, soient à l'image de ce qu'est la France dans sa diversité sociale et la diversité de ses origines.*»

Dans ce cadre, une autre proposition du plan Egalité des chances a permis la création, au sein de chaque lycée de la Défense, d'une classe préparatoire à l'enseignement supérieur (CPES). Située entre la terminale et la classe préparatoire aux grandes éco-

les (CPGE), elle permet aux élèves n'ayant pas le niveau scolaire suffisant pour intégrer directement une classe « prépa » d'obtenir le niveau pour poursuivre des études supérieures. Des conditions avantageuses sont octroyées à ces étudiants, qu'ils soient en CPES ou en CPGE, y compris une solde de 80 € par mois et, pour ceux éligibles aux bourses de l'enseignement supérieur, la gratuité pour six voyages aller-retour dans leur famille.

Pour autant, rien n'empêche les élèves d'Autun d'envisager leur avenir ailleurs que dans les armées. C'est le cas de Zeinabou, une jeune fille de 15 ans. Elle a choisi la branche « économie » car l'établissement d'Autun est le seul lycée de l'armée de terre à proposer cette option. «*Je souhaite faire des études de droit et devenir avocate. Je ne pense pas m'engager dans une carrière militaire. Mais sur le plan de l'environnement éducatif, j'apprécie la rigueur militaire du lycée. Il y a davantage de cours, d'études surveillées, d'évaluations, de contrôles écrits... Nous*

sommes mieux encadrés.»

Le programme d'enseignement est identique à celui de l'Education nationale. Le proviseur et les professeurs sont d'ailleurs détachés auprès du ministère de la Défense par l'Education nationale. L'encadrement des élèves est assuré par des officiers et sous-officiers de l'armée de terre. Ils remplissent également un rôle d'éducateurs. Contrairement aux idées reçues, aucune formation militaire n'est effectuée. «*Notre jeunesse a besoin de repères, estime le colonel Duchon, chef de corps du lycée d'Autun. Les établissements militaires avec des cadres en tenue sont porteurs de ces points de repères qui sont les nôtres. L'arrivée de ces nouveaux élèves ne change en rien nos méthodes de travail. Nous ne faisons aucune différence entre les ayants droit habituels et ceux admis au titre du plan égalité des chances. En cela nous sommes fidèles à la devise du lycée d'Autun : "Pour la Patrie toujours présent."*»

Tania Sotty



CHRISTOPHE FIARD / DICOD

“Je ne pense pas m'engager dans une carrière militaire. Mais sur le plan de l'environnement éducatif, j'apprécie la rigueur du lycée.”

En savoir plus

• **15 % des places des classes de second cycle sont réservées aux jeunes éligibles aux bourses de l'Education nationale dans 6 lycées militaires :**

Le Prytanée national militaire de la Flèche (72), Aix-en-Provence (13), Autun (71), Saint-Cyr-l'Ecole (78), Lycée naval de Brest (29), Ecole des pupilles de l'air de Grenoble (38).

• **Des classes passerelles sont créées pour permettre à des bacheliers d'acquérir en un an le niveau requis pour intégrer les classes préparatoires aux grandes écoles de la Défense.**

• **Le dispositif concerne tous les secteurs géographiques, en particulier les zones urbaines sensibles (ZUS).**

• **Informations : <http://www.defense.gouv.fr/jeunes> ou dans un centre d'information et de recrutement des forces armées.**

Réservistes pour la jeunesse

Animateurs, éducateurs, responsables associatifs des quartiers difficiles peuvent se constituer des réseaux dans le monde de la Défense pour orienter les jeunes. Adoués par le ministère, ce sont les « réservistes locaux à la jeunesse et à la citoyenneté ».

Dans un café au pied des immeubles du quartier Guinette à Etampes, dans l'Essonne, Bilaly Guissé, 18 ans, a rendez-vous avec deux réservistes locaux à la jeunesse et à la citoyenneté (RLJC). C'est grâce à eux que ce lycéen en

vistes citoyens ont un peu joué le rôle de parrains. Éducateur dans la région depuis dix-huit ans, Pascal Bonin explique : « Ici, un message ne passe auprès des jeunes que s'ils ont confiance en celui qui le transmet. Pour être mieux connue, la Défense a besoin de relais issus des

liale, lui et Pascal les aident à se construire des repères. Afin de mieux exercer leur activité, ils ont choisi de coiffer la casquette de RLJC : « Pour étendre l'éventail des solutions à proposer aux jeunes, précise David-Emmanuel, mais aussi pour élargir notre propre réseau de



YANN BRAND / DICOD

Pascal Bonin (à gauche) et David-Emmanuel Texier (tout à droite), éducateurs depuis dix-huit et quinze ans, ont coiffé la casquette de « réservistes locaux à la jeunesse et à la citoyenneté » pour mieux aider et orienter les jeunes des quartiers.

terminale professionnelle, section carrosserie, s'est intéressé au monde de la Défense : Bilaly espère, dans un premier temps, entrer dans la réserve opérationnelle, et peut-être un jour devenir engagé volontaire. Vis-à-vis de lui, les deux résér-

quartiers. Et les RLJC en sont les pivots.»

David-Emmanuel Texier, éducateur depuis quinze ans, travaille dans un centre de formation pour apprentis. Tous les jours au contact de jeunes en difficulté scolaire, sociale ou fami-

contacts. Nous partageons ainsi davantage d'expériences avec les autres acteurs sociaux, chefs d'entreprise, médiateurs ou responsables associatifs.» En entrant dans la grande famille de la réserve citoyenne, ils ont vite développé des

4 RLJC

échanges réguliers avec le réseau des RLJC et noué des contacts privilégiés avec les structures des armées. Ils peuvent ainsi faire découvrir aux jeunes ce que la Défense peut leur offrir en termes d'accompagnement et d'emploi, mais aussi les valeurs dont l'institution se réclame. Ils organisent des rencontres avec les militaires ou sont présents aux journées d'appel de préparation à la Défense (JAPD), parlent des métiers militaires, les orientent vers un Centre interarmées et de recrutement des forces armées (Cirfa). Ils sont ainsi des ambassadeurs du plan Egalités des chances du ministère de la Défense. Lorsqu'ils repèrent un jeune en grande difficulté mais motivé pour s'en sortir, ils peuvent aussi l'aiguiller vers un EPIDE (Etablissement public d'insertion de la Défense (voir p. 44). « En règle générale, nous devons les rassurer : ici les jeunes redoutent tout ce qui représente l'autorité, et le monde militaire en est l'un des symboles », explique Pascal Bonin. « Leurs inquiétudes apparaissent dès le recensement. Certains croient qu'ils seront embrigadés à la JAPD. Nous leur expliquons ce qu'ils vont faire, et pourquoi », précise David-Emmanuel. Très méconnu, le monde militaire est caricaturé, assimilé à l'ordre, au combattant qui part en guerre. « Nous leur faisons comprendre qu'être soldat, c'est d'abord exercer un métier, la plupart du temps à leur portée, insiste Pascal. C'est aussi travailler dans un esprit de camaraderie, un esprit qu'ils connaissent bien par ailleurs. »

Pour aider à mieux faire passer les messages, des militaires proposent spontanément au RLJC de témoigner. Comme Sylvain Guette, caporal chez les fusiliers commandos de l'air depuis cinq ans. « Servir dans l'armée, c'est l'occasion de s'ouvrir sur le monde. Voilà ce que je leur explique. En opération extérieure, j'ai rencontré des gens qui vivaient dans la misère. Paradoxalement, ils n'étaient pas dans une aussi grande détresse psychologique qu'ici, dans nos quartiers. Cela fait réfléchir et relativise les problèmes. Cela fait grandir... »

La caricature du monde militaire n'est pas l'apanage de ces jeunes. Même chez les futurs RLJC, il faut s'affranchir de préjugés « encore courants dans le milieu des acteurs sociaux, reconnaît, un brin gêné, David-Emmanuel. C'est en discutant longuement avec un ami, lui-même RLJC, que j'ai réalisé combien la Défense véhiculait les mêmes valeurs que celles que nous cherchons à inculquer à nos jeunes

en difficulté : le respect d'autrui, l'instauration de limites, le goût de l'effort et, surtout, un mode de valorisation au mérite. » Une notion souvent dénuée de sens pour bon nombre d'entre eux qui n'en voient pas la concrétisation dans le monde professionnel. « Mais un jour, des ados sont revenus d'un stage découverte dans l'armée de terre et racontaient, effarés : "Nous avons vu un Noir commander des Blancs !" Ils avaient eu la preuve vivante que, quelle que soit l'origine sociale, le travail et l'effort peuvent payer. Ils avaient retrouvé l'espoir. »

Pour ces éducateurs, il est gratifiant d'apprendre aux jeunes que leur avenir ne se résume pas au mot « galère » et de susciter des vocations. Depuis la mise en place des RLJC, à Etampes, plusieurs dizaines de jeunes ont poussé la porte d'un Cirfa. Aujourd'hui, dix d'entre eux, originaires du quartier des Guinettes, se sont engagés. ■

Yann Brand



YANN BRAND / DICOD

“Des ados sont revenus d'un stage découverte dans l'armée de terre... Ils avaient eu la preuve réelle que, quelle que soit l'origine sociale, le travail et l'effort peuvent payer. Ils avaient retrouvé l'espoir.”

En savoir plus

- Le délégué militaire départemental propose des contrats de réserviste citoyen à des femmes ou des hommes reconnus des jeunes et des responsables institutionnels et manifestant un intérêt pour la Défense et les valeurs qu'elle incarne.
- Âgés de plus de 25 ans et de moins de 60 ans, ils exercent diverses activités au sein des banlieues et des quartiers (enseignants, travailleurs sociaux, animateurs sportifs, responsables d'association, voire petits entrepreneurs).
- Avec l'appui des armées, ces réservistes peuvent ouvrir leur action à la diffusion d'une meilleure connaissance du monde de la Défense et du plan Egalité des chances. Ils peuvent aussi faire connaître les possibilités d'emploi offertes par la Défense.

Renseignements : 01 44 42 53 16 ou

www.defense.gouv.fr/defense/base/dossiers/les_rljc

Les autres dispositifs en bref

Trois volets complètent le plan Egalité des chances mis en place par le ministère de la Défense. Deux participent à la sensibilisation des jeunes aux valeurs militaires, le troisième est davantage orienté vers l'apprentissage.

5 Les préparations militaires d'initiation et de perfectionnement de la Défense nationale (PMIP-DN).

Nombreux sont les jeunes de 17 à 25 ans qui ont envie de devenir militaires mais n'osent franchir le pas, ne sachant pas si cet environnement leur conviendra. D'autres recherchent la possibilité de s'investir dans une action citoyenne au profit de la collectivité. Pour les uns et les autres, les préparations militaires d'initiation ou de perfectionnement à la Défense nationale (PMIP-DN), issues des préparations militaires bien connues du temps de la conscription, sont une véritable occasion de venir goûter ce qu'est l'environnement de la Défense dans l'objectif d'un engagement dans l'active ou de servir dans la réserve, qu'elle soit opérationnelle ou citoyenne.

Quelle que soit l'origine sociale et le niveau de formation du candidat, la PMIP-DN est une réponse concrète à sa volonté d'aller plus loin dans l'engagement citoyen. En effet, comme du temps du service national, la mixité sociale est de règle. Elle se vit dans l'effort collectif où chaque individu se nourrit des valeurs militaires classiques, comme

le sens de l'effort, la discipline, le dépassement, voire le don de soi. Les activités pratiquées sont traditionnelles (la manœuvre à pied, le maniement des armes, le parcours d'obstacles...), mais aussi nouvelles (secourisme, notions de géostratégie, présentation des outils de défense modernes...).

En 2008, il a été prévu 10 000 places pour des stages d'une durée de deux à quatre semaines. Ces stages s'effectuent au sein des armées et de la Gendarmerie nationale, et une simple demande auprès d'une unité militaire permet d'initier le processus. Aujourd'hui, les centres d'information et de recrutement des forces armées (CIRFA) sont les points de contact privilégiés pour s'inscrire dans cette démarche.

6 Cadets de la Défense.

Le programme « Cadets de la Défense » consiste à accueillir, hors temps scolaire, au sein de formations militaires, des jeunes collégiens (14 à 16 ans) volontaires, dans le cadre d'un partenariat entre ces formations, les collèges environnants et les rectorats concernés, pour s'initier, au travers d'activités éducatives, culturelles, ludiques et

sportives, aux savoir-être et à l'éthique militaires. Il fait partie des quatre contributions du ministère de la Défense à la dynamique interministérielle Espoir Banlieue.

L'action, qui ne saurait être assimilée à du pré-recrutement, traduit l'envie de faciliter localement la mixité sociale par des contacts entre jeunes de milieux différents mais tous *a priori* attirés par la Défense. Elle est répartie sur quatorze demi-journées, de janvier à juin, complétées par un camp de cinq jours en juillet.

Après avoir été testé, en 2007-2008, à l'Ecole d'application de l'infanterie de Montpellier, le dispositif est en au stade de l'expérimentation dans cinq établissements (pour 150 cadets environ) : Montpellier, toujours, plus Saint-Maixent pour l'armée de terre ; Saint-Mandrier (près de Toulon) et Fort-de-France pour la marine ; Cambrai pour l'armée de l'air. L'an prochain, le dispositif sera étendu à huit centres pilotes, l'objectif immédiat étant de rationaliser et de standardiser l'expérimentation, dans l'esprit comme dans les modalités.

Si le bilan s'avère positif, l'ambition serait, à terme, de créer un centre Cadets sur chacune des futures

5 / 6 / 7

bases de Défense (ce qui porterait à environ 2 000 le nombre des bénéficiaires).

Conjointement au projet Cadets, qui s'effectue hors temps scolaire, et donc sous contrôle du ministère de la Défense (bien que dans le cadre d'une convention avec l'Éducation

périence acquise par le ministère de la Défense en matière d'apprentissage est unanimement reconnue et porte sur des centaines de métiers différents.

Forts de ce savoir-faire, nombreux sont les établissements industriels ou de santé ainsi que les unités mili-

le site www.stages.defense.gouv.fr, sous une triple approche (lieu de résidence, niveau d'étude et spécialité), près de 5 000 propositions de stage, du niveau 3^e à bac + 2.

Dans le cadre de la réglementation en vigueur, les frais de nourriture, d'hébergement et de transport sont



nationale), se déroule une autre expérimentation dont le programme est assez proche, la classe de Défense globale (qui se rattache au concept de classe découverte), menée avec la même population cible dans un collège de La Seyne-sur-Mer (Var), cette fois sur temps scolaire, et donc sous la responsabilité du ministère de l'Éducation nationale.

7 Les stages du ministère de la Défense. À travers le parrainage des jeunes militaires ou personnels civils par leurs aînés, l'ex-

taires du ministère qui, depuis déjà longtemps, ont accueilli des stagiaires dans le cadre de leur formation au sein de l'Éducation nationale à travers des conventions locales avec les collèges et lycées professionnels. Dans l'esprit du plan Égalité des chances, il est apparu légitime de faire connaître largement ces offres de stages, et même de les développer au profit du plus grand nombre. Le web s'est naturellement imposé comme moyen le plus efficace pour faire jeunes connaître aux jeunes, où qu'ils se trouvent, ces opportunités.

Ainsi ont pu être rassemblées sur

à la charge du stagiaire ; les frais liés à la formation sont à la charge du service d'accueil.

Par ailleurs, il faut souligner que la réglementation qui prévaut au sein des services de l'État ne permet pas d'accorder, actuellement, des gratifications aux stagiaires.

Chaque stage est formalisé par une convention passée entre le stagiaire (ou son représentant légal), l'organisme d'emploi du ministère de la Défense et l'établissement d'enseignement. ■

Mission Plan Egalité des Chances

Bond technologique pour

Une filiale franco-britannique de Nexter et Bae Systems lance un canon de 40 mm associé à une munition de conception originale. Avantage : une efficacité accrue pour un tel calibre et un encombrement minimal. Quinze ans d'efforts ont été nécessaires pour aboutir à un système étudié, puis abandonné par les Américains.

rés par le canon et peuvent travailler plus efficacement. Moins lourde et plus spacieuse, la tourelle peut intégrer davantage de capteurs opérationnels (caméras, optiques, gyrostabilisateurs...) utiles dans la conduite de tir. De plus, le design parti-

C'est dans les salons de la prestigieuse Royal Society of London, l'académie nationale scientifique du Royaume-Uni et du Commonwealth, que CTA International, filiale du groupe industriel français de l'armement terrestre Nexter et de son homologue britannique Bae, a présenté mi-mars ce qui pourrait représenter une révolution dans le domaine du couple canon-munition moyen calibre de 40 mm. Cette joint-venture franco-britannique basée à Bourges (Cher) a été spécialement créée pour développer ce procédé, portant le nom de Cased Telescoped Armament System (CTAS). Il bouscule l'ordre établi en proposant un nouveau canon associé à une munition surprenante. Traditionnellement ce genre de munition se présente sous la forme d'une douille chargée de poudre surmontée d'une ogive. Ici, l'ogive est placée à l'intérieur de la douille, le mélange propulsif entourant le projectile au lieu de se trouver derrière lui. Dès lors la munition prend l'apparence d'un cylindre compact rappelant la forme d'une « canette » de métal. Les implications de cette technologie sont conséquentes à plus d'un titre. La taille de la munition, inférieure de 30 % à celle des munitions de 40 mm existant sur le marché, permet de réduire d'autant le volume de la culasse du canon qui lui est associé. Plus d'un tiers de l'espace occupé habituellement par un canon de ce type dans une tourelle est ainsi libéré. Ainsi dans une tourelle biplace, le chef d'engin et son adjoint ne sont plus sépa-

PHOTOS : CTAI



A gauche : une munition traditionnelle, à droite la CTAS, en forme de canette. La poudre n'est plus située sous la charge, mais autour d'elle (photo de droite).



culier des munitions simplifie l'automatisation du chargement du canon et permet, à volume égal, d'en embarquer davantage, aussi bien à bord des véhicules de combat que dans ceux de la chaîne logistique. « Imaginez un réfrigérateur rempli de soda en bouteilles, explique David Leslie, président de CTAI. À volume de soda égal, le design en "canette" vous permet, soit de mettre plus de soda, soit d'utiliser un réfrigérateur plus petit pour le même volume de soda. »

Mais ce qu'apporte le CTAS ne se limite pas à un encombrement moindre. L'explosif utilisé, le XP développé par NEXTER munition, (voir ADA n°335), ainsi que la polyvalence des munitions développées augmentent de près de 50 % les performances habituelles,

l'armement moyen calibre

à encombrement identique. Le CTAS comporte deux types de munitions. L'une dite « flèche » utilisable dans le combat anti-char et capable de percer près de 15 cm de blindage à 1500 m, et une autre, d'emploi général, pouvant déclencher sa charge explosive, soit avant l'impact (mode fusant), soit à l'impact ou enfin avec retard. L'effet recherché étant transmis à la munition au moment de son introduction dans le canon. Même si CTAI n'évoque pas le coût exact des munitions du CTAS, David Leslie concède qu'elles « seront plus chères que les traditionnelles munitions de moyen calibre », mais ce surcoût doit être pondéré. « Les troupes

nécessite aujourd'hui l'usage de munitions de mortiers, d'artillerie ou même d'appui aérien, ce qui donnera au commandement une souplesse nouvelle dans la gestion des appuis et une réduction du coût des opérations. » D'autres économies d'échelle peuvent être envisagées. Le gain en volume obtenu par les munitions du CTAS diminuera le coût du stockage et du transport logistique. D'autre part, l'explosif utilisé, le XP de Nexter Munition, est de classe insensible, ce qui réduit le poids financier nécessaire par exemple au démantèlement des ces munitions en fin de vie.

Le concept même d'une munition Cased Telescoped ne date pourtant pas d'hier puisqu'il est né dans les années cinquante aux Etats-Unis. Les Américains tentèrent de développer ce système, en particulier dans les années 80 et y consacreront près de 250 millions

est le fruit de quinze ans d'efforts des ingénieurs britanniques et français pour remplir la mission qui leur avait été confiée : développer un canon ne dépassant pas l'encombrement en tourelle d'un canon de 25 mm et ayant au moins les performances et la puissance d'un canon de 50 mm. En ter-



mes plus imaginés : obtenir les performances d'un fusil d'assaut pour l'encombrement d'un pistolet. « Le challenge était grand, se souvient David Leslie, mais les options que nous avons retenues notamment dans le choix du calibre de 40 mm et notre volonté d'aboutir sont aujourd'hui couronnés de succès. Le savoir-faire technologique acquis pour mettre au point ce système d'arme nous donne de façon certaine une avance de près de vingt ans sur nos concurrent. »

Un savoir-faire et des performances qui devraient connaître des applications opérationnelles à moyen terme. « Aujourd'hui, pour la France comme pour le Royaume-Uni, l'option opérationnelle retenue est celle de l'intégration du CTAS dans une tourelle habitée, confie Jérôme Perrin, en charge de la coopération avec le Royaume-Uni à la Délégation générale pour l'armement (DGA). En association au concept d'emploi des blindés dans l'armée de terre, il est jugé primordial pour les opérationnels de pouvoir employer leurs blindés avec « la tête hors du ►



britanniques engagées, par exemple, en Afghanistan à bord de leur véhicule de combat blindé Warrior sont obligées, faute de puissance de leur actuel canon de 30 mm, d'utiliser des missiles pour déloger un ennemi retranché derrière de simples murs de terre, explique David Leslie. Demain notre CTAS pourra le faire plus efficacement et à moindre coût, un missile étant beaucoup plus cher qu'une de nos munitions. De même, la possibilité d'employer nos munitions en mode fusant permet d'atteindre un ennemi hors d'atteinte des tirs directs qui

de dollars avant d'y renoncer faute de résultat. Dans les années 90, Britanniques et Français reprennent le flambeau. Près de 100 millions d'euros sont investis en recherche et développement par les sociétés mères de CTAI et les gouvernements français et britanniques. Le Cased Telescoped Armament System

► *véhicule*”. En particulier dans les missions de maîtrise de la violence, où il faut être capable d’afficher une attitude moins offensive que celle que l’on peut avoir au combat, toutes trappes fermées. » Côté britannique, le choix de l’intégration du CTAS dans une tourelle biplace est acté et il équipera les Warrior rénovés et le futur véhicule de combat et de reconnaissance Fres-Scout (les deux programmes étant attendus pour 2014). Cependant, pour ce qui est du choix de la tourelle, une compétition est en cours entre BAE Systems, Lockheed Martin et General Dynamics. « Côté français, en revanche, il n’y a pas de décision formelle à ce stade, précise Jérôme Perrin, mais nous avons un intérêt très marqué pour le CTAS, qui est considéré comme le système d’arme privilégié pour le projet EBRC [Engin blindé



Le travail en tourelle est facilité par l’encombrement réduit de celle-ci.

de reconnaissance et de combat, prévu à l’horizon 2015-2020]. »

Verra-t-on le 40 mm CTAS équiper un véhicule blindé de combat de l’infanterie (VBCI) ? « Le VBCI est un transport de troupes et ne répond pas, en termes opérationnels, aux missions de l’arme blindée

cavalerie : trop gros pour des missions de reconnaissance et insuffisamment protégé pour un engagement dans un combat de blindés à forte intensité, détaille Jérôme Perrin. Cependant, la DGA n’est pas opposée à une version VBCI 40 mm CTAS dédiée à l’export. S’il devait aussi équiper l’infanterie, il faudrait que les fantassins français développent le concept de combat embarqué, au-delà de l’appui aux troupes débarquées que leur fournit aujourd’hui le canon de 25 mm du VBCI. »

En attendant, le prochain grand rendez-vous pour les ingénieurs de Bourges sera la notification, d’ici l’été, du contrat de qualification du CTAS par le ministère de la Défense du Royaume-Uni au nom des deux Etats.

Stéphane Froidure

2 QUESTIONS À

Jérôme Perrin, en charge de la coopération franco-britannique à la Délégation générale pour l’armement (DGA)

Quel a été l’implication de la DGA dans le développement par la joint-venture de ce nouveau système d’arme ?

Il y a d’abord eu un investissement sur fonds propres de la part des deux sociétés mères Nexter et BAE, puis les gouvernements français et britannique ont rapidement identifié l’intérêt de cette technologie dans le cadre de leurs futurs programmes d’armement terrestre et ont décidé d’investir au début des années 2000 aux côtés des industriels. Un arrangement administratif a été établi pour coordonner les investissements étatiques (près de 25 %) concernant les études amont, l’un finançant le canon, l’autre la munition, solution originale par rapport aux pratiques courantes. Dès le départ, les parties ont donc accepté une mutuelle dépendance sur le système d’arme final. Cela a donné de bons résultats qui ont conduit à passer à une phase de développement de démonstrateurs de tourelles. Là aussi, plutôt que de mettre le financement sur une seule tourelle, nous avons continué à investir sur des concepts différents. Les Britanniques ont opté pour des tourelles habitées biplaces (démonstrateur Manned Turret Integrated Programme : MTIP



BRUNO DAFREIX / DGA

de BAE Systems). Les Français ont choisi de réaliser une tourelle télé-opérée (démonstrateur Toutatis de Nexter). Cela permettait de tester deux concepts d’emploi opérationnel, mais également de faire travailler CTAI sur deux modèles d’intégration de leur système dans un engin blindé, et donc de financer leur montée en compétence. En octobre 2008, une lettre d’intention a été signée entre la DGA et le ministère de la Défense britannique pour la poursuite du développement du CTAS par CTAI. Dans le même esprit, CTAI devrait se voir notifier d’ici l’été un contrat de qualification pour ce système d’arme. Une autre étape très

importante sera la rédaction d’un STANAG (Standard Otan) qui permettra la promotion et la commercialisation future du CTAS au-delà de la France et du Royaume uni.

Où en est la coopération franco-britannique dans le domaine de l’armement ?

Nous avons de nombreux projets avec nos homologues britannique, le CTAS en est un exemple, mais il en existe d’autres, notamment dans le domaine des missiles ou du spatial. Cette volonté de coopération des deux Etats s’exprime en particulier à travers le High Level Working Group (HLWG), qui rassemble Etats et industriels et qui favorise les convergences. Suite aux propositions du HLWG, lors du dernier sommet franco-britannique en mars 2008, les deux Etats s’étaient fixé pour objectif de budgéter chacun 50 millions d’euros par an (soit près de 8 % des sommes investies par la DGA dans la recherche) en études de R&T. Cet engagement devrait être réaffirmé par Londres et Paris, début juillet, à leur prochain sommet bilatéral. C’est un effort très important de la part des deux Etats, qui soutiennent ainsi les compétences de leurs bases industrielles de défense dans un contexte économique difficile.



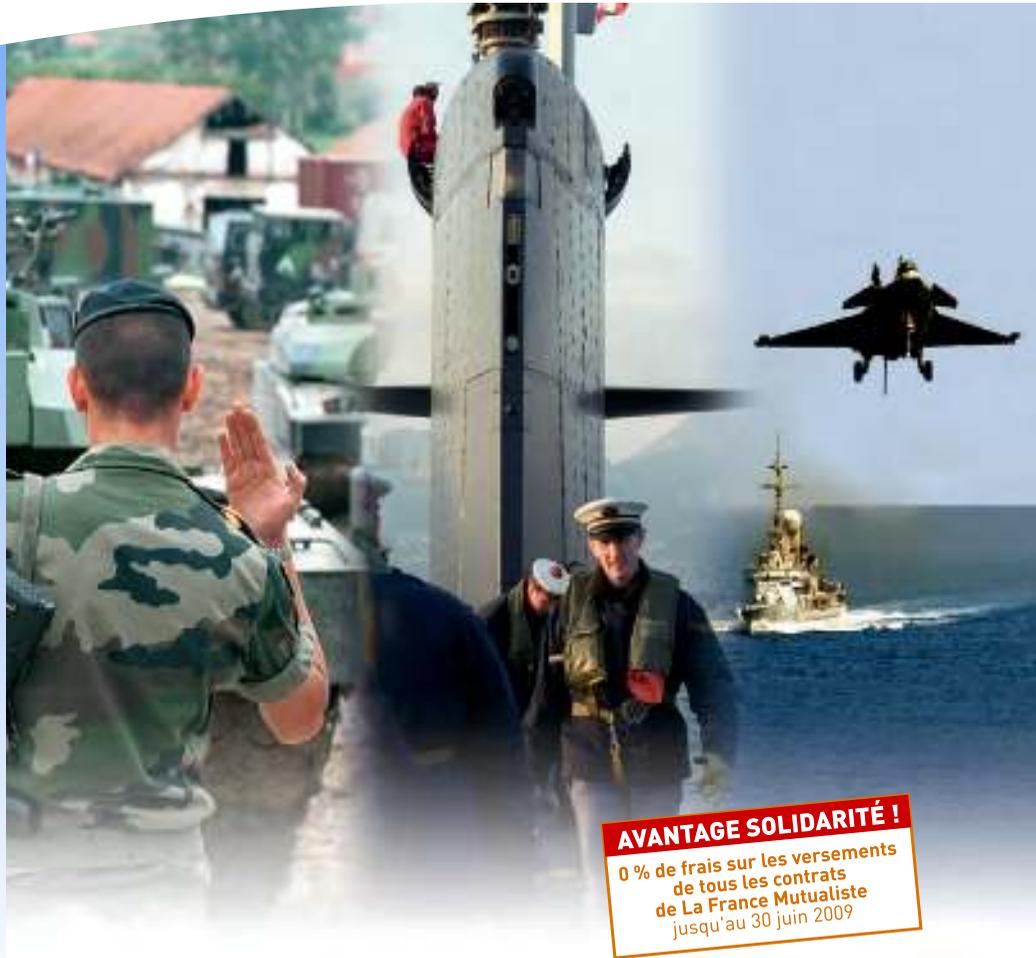
Quand on a servi la France, on a droit à une **retraite complémentaire d'exception...**



Laurent M., Souscripteur RMC depuis 2007

J'ai 35 ans et j'ai servi en ex-Yougoslavie.

*Lorsque mes compagnons d'arme m'ont appris que j'avais droit à la Retraite Mutualiste du Combattant de **La France Mutualiste**, je n'ai pas hésité. Comme eux, j'ai commencé à préparer ma retraite en versant 500 € par an, déduits de mon revenu ; je paye moins d'impôts et j'ai la certitude d'obtenir une rente non imposable dès 50 ans, abondée par l'Etat et revalorisée régulièrement pour maintenir mon pouvoir d'achat...*



AVANTAGE SOLIDARITÉ !
0 % de frais sur les versements de tous les contrats de La France Mutualiste jusqu'au 30 juin 2009

...faites-le savoir !

www.la-france-mutualiste.fr - 44, avenue de Villiers 75854 Paris CEDEX 17 - Tél. : 01 40 53 78 00

Mutuelle Nationale de Retraite et d'Epargne d'Anciens Combattants et Victimes de Guerre Soumise aux Dispositions du Livre II du Code de la Mutualité. Immatriculée au Registre National des Mutuelles sous le n° 775691132.

Coupon à retourner sous enveloppe **SANS AFFRANCHIR** à :
LA FRANCE MUTUALISTE Autorisation 955-75
75851 PARIS cedex 17

M. Mme Mlle

Nom :
Prénom : Né(e) le :
Adresse :
Code postal : Ville :
Téléphone :
E-mail :

Conflits ouvrant droit à la RMC :

- Afghanistan Algérie Cambodge Cameroun Congo Côte d'Ivoire Gabon Golfe Indochine et Corée Irak Liban Madagascar
- Mauritanie Ouganda Maroc Méditerranée Orientale République Centrafricaine RDC Rwanda Somalie Tchad Timor Oriental
- Tunisie Yougoslavie Zaïre Autres

Votre situation

- Je suis détenteur :
 - de la Carte du Combattant (Date d'obtention de ce document)
 - du Titre de Reconnaissance de la Nation (Date d'obtention de ce document)
- Je suis Veuve, Veuf, Orphelin ou Ascendant d'un militaire mort pour la France
- Je n'ai pas encore demandé ma Carte ou mon Titre (La Mutuelle peut vous conseiller dans cette démarche)



Les nouveaux fous

Loin du cliché d'activité de plage, le badminton est un sport complet et exigeant. Avec le championnat national organisé par l'armée de terre, il entre en force à la Défense.

du volant



« **L**e badminton, comme la boxe, est un sport d'opposition », explique l'adjudant-chef de réserve Thierry Lebaz, conseiller technique militaire de la discipline pour la Défense. « Vous donnez tout pour repousser l'adversaire au fond de son court. Les échanges étant extrêmement rapides, l'anticipation et la tactique sont essentielles. Tous les réflexes sont mobilisés. L'organisme aussi. C'est un sport extrêmement complet qui suscite de plus en plus d'enthousiasme au sein des armées ».

Ce qui s'est vérifié fin avril au championnat national de badminton de l'armée de terre que la Direction interarmées des réseaux d'infrastructure et des systèmes (Dirisi) a accueilli et organisé au Kremlin-Bicêtre avec le soutien de la municipalité du Val-de-Marne et du Commandement de la formation de l'armée de terre (CoFAT). Comme les deux années précédentes, les autres armées, les gendarmes et les pompiers de Paris, qui n'ont pas de champ-▶



PHOTOS : C.FIARD / DICOD

« Le badminton nécessite beaucoup de coordination, de mobilité et de réflexes... Il exige deux ou trois fois plus d'efforts que le tennis »

► ionnats nationaux propres, ont été conviés. Au total, près de 250 participants venus de toute la France ont concouru dans une vingtaine de catégories (simple ou double, homme, femme, mixte...).

Les résultats obtenus aux Kremlin-Bicêtre comptent pour le classement national de la Fédération française de badminton (FFBa). Une dizaine de militaires y évoluent en classe A, le niveau le plus élevé avant le club très fermé des 50 meilleurs mondiaux. Ils s'entraînent, soit dans des clubs civils affiliés à la Fédération française de badminton, soit au sein de la Fédération des clubs sportifs et artistiques de la Défense (FCSAD) (voir ADA n°339).

Devant le niveau élevé du tournoi, « Le Centre national des sports de la Défense (CNSD) a prévu de signer d'ici un an une convention avec la Fédération française de badminton pour qu'un championnat national militaire en bonne et due forme voie enfin le jour », précise, enthousiaste, Thierry Lebaz. Ce qui n'allait pas de soi il y a seulement quelques années.

L'image du badminton comme sport de plage reste vive dans les esprits. La hiérarchie préférant des sports plus ancrés dans la culture militaire, certains commandements rechignent parfois à accueillir des rencontres sur leurs bases. « Pourtant, nous avons une méthode infaillible pour combattre les préjugés, confie le lieutenant Michael Vaugoyeau, chargé des compétitions nationales au bureau des sports du CoFAT. Nous invitons ces personnes à jouer avec nous, ne serait-ce qu'une fois, et ils comprennent... »

Ils comprennent qu'une demi-heure de jeu

suffit pour maîtriser les techniques de base et prendre plaisir à jouer. Que le badminton exige beaucoup de coordination, de mobilité et de réflexes. Que c'est l'un des sports où l'effort cardiaque est le plus intense. Des études le donnent à égalité avec le squash, juste derrière le hockey sur glace. Par rapport au tennis, autre sport de raquette, il exige deux ou trois fois plus d'efforts. Le volant du champion coréen Jung Eun Ha a été chronométré à 361 km/h, alors qu'au tennis le record est de 246 km/h.

D'une rare intensité, le badminton est de plus en plus considéré comme un excellent complément des sports fondamentaux de la Défense. « Après le cross et la course d'orientation, le badminton est devenu le sport le plus pratiqué dans l'armée de terre », selon le lieutenant Vaugoyeau. Depuis longtemps, la discipline n'est pas cantonnée aux salles de sports des bases, des casernes ou des régiments ; elle est pratiquée sur la plupart des théâtres d'opérations. « Sur la base de Naqoura, dans le Sud-Liban, témoigne Michael Vaugoyeau, des terrains de "bad" sont tracés dans un grand hangar. Et la cellule welfare (1) organise systématiquement des tournois entre

militaires français et des autres nations présentes ». « Sur chaque théâtre d'opérations en Afrique, confirme l'adjudant chef Lebaz, la première chose que font les hommes pour se détendre, c'est de tracer des terrains dans le hangar hélico ou des avions de l'armée de l'air. »

La montée en puissance du badminton depuis une décennie a été prise en compte par le Centre national des Sports de la Défense. Chaque année, il forme une trentaine de moniteurs de sports à l'encadrement de la discipline, des diplômés d'initiation, d'entraîneur, au véritable brevet d'Etat. « Grâce à cette dynamique, le niveau général des compétiteurs militaires s'améliore d'année en année, reconnaît Thierry Lebaz. J'ai bon espoir que d'ici quelques années, nous aurons la ressource pour monter une équipe nationale militaire de badminton pour aller disputer des compétitions internationales. »

Yann Brand

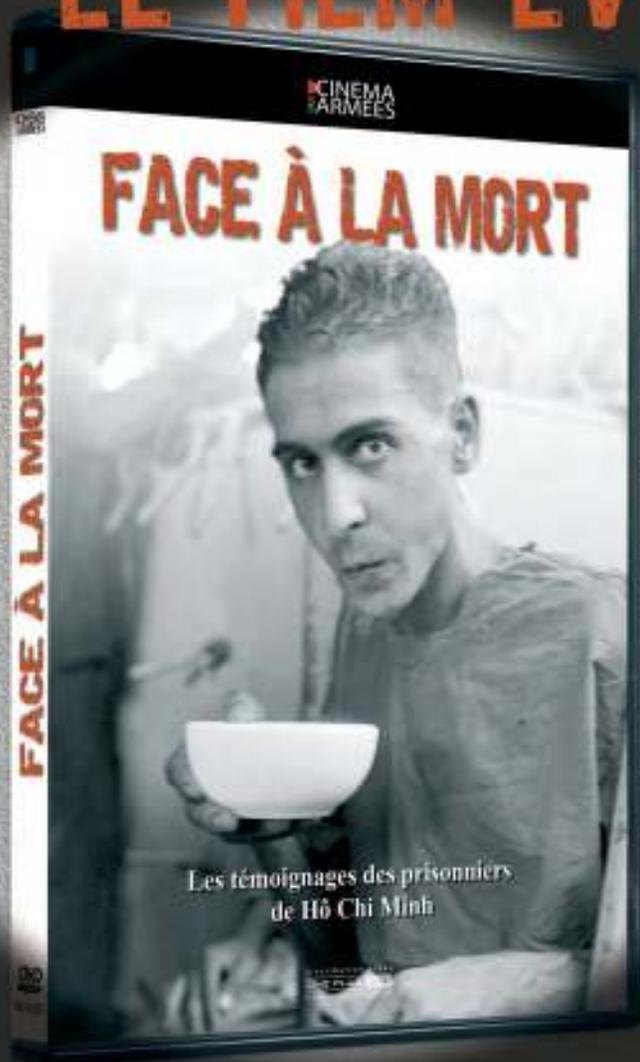
(1) La « cellule de bien-être », dans le jargon militaire multinational. Elle organise les activités des militaires au repos pour canaliser leur stress et maintenir leur condition physique.

Résultats de la compétition

Palmarès dans la catégorie « A », la plus élevée du tournoi, comptant pour le classement de la Fédération française de badminton (FFBa) :

- Simple hommes : Adj Thierry Ducos (terre)
- Simple dames : Gnd Stephanie Steinmetz-Bornert (gendarmerie)
- Double hommes : Mdc Cedric Sorin / Mdc Eric Manni-Dupied (gendarmerie)
- Double dames : Gnd Stephanie Steinmetz-Bornert / Gnd Sabrina Priat (gendarmerie)
- Double mixte : Gav Jeremy Lu / Gnd Sabrina Priat (gendarmerie)

LE FILM ÉVÈNEMENT



Hommes de troupe, colonels ou civils, ils ont choisi de témoigner pour la première fois depuis leur libération. Ce sont les prisonniers survivants des camps du Viet-minh. Capturés ou enlevés pendant les combats de la guerre d'Indochine, ils vont devenir des matériaux et, selon la formule des commissaires politiques d'Hô Chi Minh qui les « rééduquaient » : Servir ou Mourir !

Le retour en France ne marquera pas la fin du calvaire. Un autre combat allait commencer : faire connaître leur souffrance dans un monde indifférent et souvent hostile.

Ce film est leur histoire.

14,90 € TTC*

Les témoignages de ceux qui sont revenus des camps du Viet-minh.

ecpa ▶ d

BON DE COMMANDE

(à découper ou à recopier)

À renvoyer, accompagné de votre règlement par chèque à l'ordre de : l'agent comptable de l'ECPAD
ECPAD • Pôle commercial, département ventes - 2 à 8, route du Fort - 94205 Ivry-sur-Seine Cedex
Tél. : 01 49 60 59 61 - Fax : 01 49 60 52 40 - ventes-archives@ecpad.fr - www.ecpad.fr

*** Frais d'expédition offerts pour la France métropolitaine ; autres destinations, nous consulter.**

Conditions générales de vente disponibles sur www.ecpad.fr

M^{me}, M^{lle}, M Prénom

Rue.....

Ville Code postal

Tél. E-mail

| Désignation de l'article | Prix unitaire TTC | Quantité | Montant TTC |
|--------------------------|-------------------|----------|-------------|
| | | | |
| | | | |
| Total à payer | | | |

Date :

Signature :

Un costume tou

L'uniforme du matelot a plus de cent cinquante ans. «Relancé» par la reine Victoria, il continue d'inspirer la haute couture et le prêt-à-porter. C'est cette histoire que raconte l'exposition du musée de la Marine «Les marins font la mode».



PHOTOS : SÉBASTIEN DONDAIN / MUSÉE NATIONAL DE LA MARINE

Dessiner un marin, c'est simple : d'abord, le pompon rouge au sommet du bonnet blanc, rigide et plat, appelé «bachi» dans la Royale. Ensuite, le large col bleu carré qui descend jusqu'aux omoplates. Sur la peau, le tricot rayé bleu et blanc, la «marinière», pour les civils. Pour tenir chaud, le caban, manteau de laine aux larges revers avec double rangée de boutons arborant une ancre. Ces attributs appartiennent



à l'uniforme du matelot depuis plus de cent cinquante ans. Tous ont été repris, adaptés, détournés, voire sublimes par la mode. Ils ont envahi le prêt-à-porter et inspiré les plus grands couturiers.

C'est ce va-et-vient entre la vocation militaire de l'uniforme et son intégration dans la vie civile que raconte l'exposition «Les marins font la mode», jusqu'au 26 juillet prochain, au musée national de la Marine, à Paris. L'exposition est née

d'une rencontre fortuite. A la bibliothèque du service recherche, une documentaliste remarque d'inhabituels visiteurs. Elle découvre qu'il s'agit de jeunes stylistes travaillant sur l'uniforme de la marine. Le lien entre le marin et la mode lui saute aux yeux. L'idée lui vient d'une exposition sur ce sujet, que sa hiérarchie approuve. Dès les premiers contacts, la haute couture s'enthousiasme. Sur 1 000 m², les codes vestimentaires du matelot et ses

L.-M. BAYLE / MUSÉE NATIONAL DE LA MARINE

jours en vogue

rie assemblé par du cordage côtoient des tenues de soirée des plus raffinées. Dans le milieu, c'est un événement, dont les magazines de mode du monde entier, qui ont contacté le musée, se sont emparé.

Si l'uniforme du matelot est à ce point une source d'inspiration pour les couturiers, c'est « d'abord parce qu'il est très graphique, avec ses lignes dépouillées et ses rayures, ses couleurs bleu et blanc. Ce sont des caractéristiques stylistiques

très fortes », explique Agnès Mirambet-Paris, conservatrice au musée national de la Marine, qui a beaucoup travaillé sur l'uniformologie, l'étude des uniformes. Jusqu'à ce que celui du matelot soit formalisé, en 1858, les marins embarquaient avec ▶



Ci-contre : la romancière Colette prenant la pose. Des pièces exceptionnelles signées des plus grands couturiers ont été prêtées pour l'exposition.



MUSÉE COLETTE

déclinaisons pour le monde civil sont présentés sur tous les modes, des uniformes originaux aux créations actuelles. Les grands couturiers ont prêté des pièces exceptionnelles signées Chanel, Yves Saint Laurent, Christian Dior, Jean-Charles de Castelbajac, Kenzo, Sonia Rikiel, Agnès B, entre autres, sans oublier Jean-Paul Gaultier, qui a fait du rayé bleu et blanc de la marine, sa marque de fabrique. Des robes taillées dans du tissu de voile-



É. GAILLARD / AFP



MONICA FENDI



PHOTOS : SÉBASTIEN DONDAIN / MUSÉE NATIONAL DE LA MARINE

L.-M. BAYLE / MUSÉE NATIONAL DE LA MARINE



Sur 1 000 m² sont déclinés tous les codes vestimentaires du matelot.



▶ leurs effets personnels. « *Le côté pratique et confortable de l'uniforme du marin explique aussi pourquoi il est à ce point copié par la mode, ajoute la conservatrice. Sans compter qu'en cent cinquante ans, il a peu évolué et a eu le temps d'imprégner les consciences.* » Au temps de la marine à voile, les matelots payaient leur uniforme, et le portaient encore souvent à leur retour à la vie civile. Les rayures, le caban se sont peu à peu trouvés associés à l'image de la vie côtière de ces ex-marins, devenant des symboles. En 1846, la reine Victoria fait porter à ses enfants de véritables costumes de marin miniatures pour exalter la puissance de la Grande-Bretagne. Cette habitude se répand comme une traînée de

poudre dans toutes les familles royales et l'aristocratie d'Europe. L'exposition est riche de documents et costumes d'époque, montrant combien cet uniforme devient peu à peu l'habit des petits garçons et petites filles de bonne famille. Avec le développement des loisirs et des sorties « à la mer », les femmes s'emparent à leur tour des codes vestimentaires du matelot. Rayures blanches et bleues, grands cols carrés, ouverture en V se démocratisent sur les tenues de plage et les costumes de bain. Ce sont précisément ces souvenirs de la Belle Epoque et de l'entre-deux-guerres qui ont inspiré plus tard les grands couturiers comme Yves Saint Laurent ou, plus récemment, Jean-Paul Gaultier. L'exposition n'oublie pas le temps des colonies. Lorsque

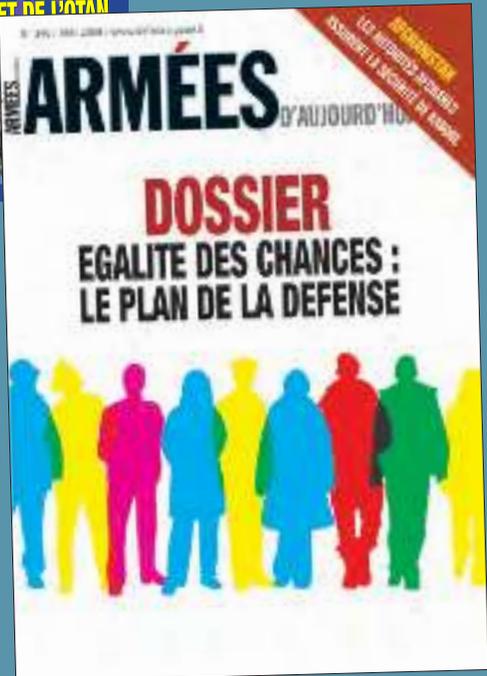
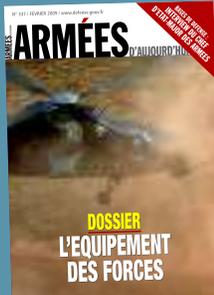
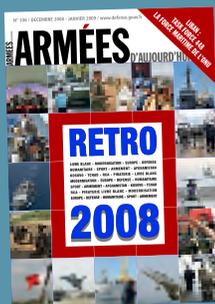
s'est propagée l'image du matelot aventurier dur à la tâche, qui affronte les éléments, part pour de longs périple ponctués de lointaines escales où il fréquente les bas-fonds. Héros et mauvais garçon à la fois. Les affiches de la marine pour le recrutement, les films ou les bandes dessinées, dont celle de l'énigmatique Corto Maltese, ont beaucoup « joué » de cet uniforme. Aujourd'hui encore, « *si la mode des symboles du marin est descendue jusque dans la rue, conclut Agnès Mirambet-Paris, c'est aussi parce qu'en plus de ce qu'il incarne, il est pratique et élégant.* »

Yann Brand

Musée national de la Marine à Paris. Jusqu'au 26 juillet. Renseignements : www.musee-marine.fr



Pour être au cœur de la défense



Chaque mois, découvrez nos *forces en action*, les enjeux de notre stratégie de défense, les facettes de l'industrie et des technologies de l'armement. Participez aux débats des armées et renforcez votre culture militaire. Avec ses 68 pages et sa version online, *Armées d'aujourd'hui* est le magazine indispensable de ceux qui veulent des repères pour la défense d'aujourd'hui.

| Abonnement | Public | | | Personnel de la défense* | | |
|-----------------------------|--------|-------------------|-------------------------|--------------------------|-------------------|-------------------------|
| | France | Dom-Tom par avion | International par avion | France | Dom-Tom par avion | International par avion |
| 1 an (10 n ^{os}) | 20 € | 30 € | 35 € | 15 € | 25 € | 30 € |
| 2 ans (20 n ^{os}) | 35 € | 55 € | 65 € | 25 € | 45 € | 55 € |

* Personnel de la défense, réserviste, étudiant, lycéen, correspondant défense (sur justificatif).

Abonnez-vous !

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom et prénom Grade ou fonction

Adresse Localité Code postal

Renseignements statistiques

Âge Profession Secteur d'activité Nom de l'entreprise

Abonnement souhaité

Normal Spécial* France Étranger/Dom-Tom/Par avion

1 an 2 ans Nombre d'exemplaires

* Personnel de la défense, réserviste, étudiant, lycéen, correspondant défense (sur justificatif).

Joindre à la commande le règlement à l'ordre de : M. l'agent comptable de l'ECPAD, et envoyer celui-ci à : ECPAD / Service abonnements, 2 à 8 route du Fort / 94205 Ivry sur Seine CEDEX. Tél. : 01 49 60 52 44 - Fax : 01 49 60 59 92

Les informations recueillies dans ce document sont nécessaires au traitement de votre commande et destinées à nos services internes. Elles ne sont en aucun cas communiquées et peuvent donner lieu au droit d'accès et de rectification prévu par l'article 27 de la loi du 6/01/1978.





LAPI / ROGER VIOLLET

8 mai 1945, sur la tombe du soldat inconnu.

8 mai 1945, 15 heures. Le général De Gaulle vient d'annoncer officiellement à la radio la fin de la guerre. C'est l'explosion de joie. La foule envahit les rues et se rassemble autour du Général sur la tombe du soldat inconnu. Le 15 mai, De Gaulle déclare devant l'Assemblée consultative provisoire : « La victoire est à la dimension de la guerre (....) La lutte fut une lutte totale. Il fallait que la victoire fût une victoire totale (...) Que la Victoire marque notre nouvel essor ! »

L'armée, acteur social

Loin de n'être qu'un corps isolé de la société dans laquelle elle vit, l'armée participe à son évolution : elle contribue à dynamiser les industries à raison de ses besoins, inspire des modèles d'organisation, et bien souvent se révèle un instrument de promotion sociale.

Tandis que dans l'Antiquité les légions romaines ont construit des routes dans tout l'imperium, au **xvi^e** siècle, l'action des ministres du Roi-Soleil en faveur de la création d'arsenaux a grandement contribué à la naissance de l'industrie française. Les zones côtières n'étaient pas les seules concernées, puisque la construction d'un seul vaisseau de ligne de premier rang nécessitait environ 1 000 chênes adultes. Toute la couverture forestière du pays sera ainsi mise « en coupe réglée », ce qui présidera à une véritable renaissance de la forêt française. De même, nombre de villes sont apparues ou se sont développées du fait de la simple présence d'un camp militaire, d'une fortification ou d'un arsenal. Que l'on songe à Neuf-Brisach, à Brest ou, plus tard en Union soviétique, à ces immenses cités dortoirs édifiées parfois au milieu de nulle part dans la taïga au fur et à mesure que s'implantaient les industries d'armement. Même si tel n'était pas le but recherché, l'effort de défense a participé de fait à un vaste mouvement d'urbanisation d'une société soviétique encore largement rurale jusqu'aux années 50. Dans le domaine de la promotion sociale, la fonction militaire a, là encore, très souvent joué un rôle positif. Ainsi, la Royal Navy britannique du **xviii^e** siècle permettait à de jeunes roturiers de parvenir aux plus hautes fonctions, ce que les régiments de l'armée de terre interdisaient encore. Nelson en sera l'exemple le plus célèbre. En France, grâce au « service militaire », obligatoire depuis la **III^e** République, pratiquement toute la population masculine pourra, non seulement s'ouvrir sur le



LAURENT HENNINGER
chargé de mission au Centre d'études
d'histoire de la Défense (CEHD / SGA)

monde, mais encore acquérir des savoirs et des qualifications, complétant ainsi l'action de l'école publique. Ce qui fait écrire à l'historien Daniel Roche, évoquant la période précédente : « *Par le biais de l'écriture et de la lecture, qu'elle diffuse amplement, par la mobilité sociale et géographique qu'elle entretient, l'armée discipline mais également libère.* » Plus complexe est la question du « modèle » d'organisation représenté par l'armée, car elle est éminemment dialectique, puisqu'elle joue dans les deux sens. Au Moyen Âge, en Occident, le modèle d'efficacité est celui des ordres monastiques, dont partiront les ordres de chevalerie, ces organisations militaires proto-modernes. Mais à partir du **xviii^e** siècle, les interpénétrations se feront de plus en plus avec un autre univers : celui de l'entreprise industrielle. Dès la guerre de Sécession (1861-1865), l'armée américaine saura faire appel à des managers issus des chemins de fer, des aciéries, de la banque ou des assurances qui, vêtus d'un uniforme, peupleront les états-majors nordistes. Et, pendant la Seconde Guerre mondiale, c'est dans le gigantesque complexe de Los Alamos, construit en plein désert du Nouveau-Mexique, que l'efficacité des militaires, des industriels et celle des chercheurs universitaires seront mises en synergie pour fabriquer la bombe atomique. Reste que les armées continuent de servir de modèle organisationnel. L'historien britannique Marcus Rediker a montré que la très sévère discipline mise en œuvre sur les navires de guerre de Sa Gracieuse Majesté inspirera les capitaines d'industrie pour faire régner l'ordre dans leurs usines... ■

L'histoire secrète des guerres biologiques

En 1884, Louis Pasteur établit le rôle des germes dans les maladies contagieuses et ouvre l'ère nouvelle de l'immunologie. Moins de dix ans plus tard, Robert Koch, jeune médecin de Silésie, observe au microscope la présence de spores dans le sang de bovins atteints de la maladie du charbon. Il préleve ce sang contaminé, le cultive, décrit l'agent infectieux, puis l'inocule à des lapins. Ainsi commence la carrière scientifique de Robert Koch, découvreur de l'agent infectieux du charbon, ainsi que l'histoire d'une arme effroyable. C'est dans cette histoire inquiétante et discrète des armes biologiques que nous plonge Patrick Berche, doyen de la faculté de médecine de Paris-Descartes et membre du Conseil scientifique de défense pour le risque biologique.



Des premières armes confectionnées durant la première guerre mondiale jusqu'aux recherches récentes, ce livre retrace un siècle de manipulations et d'expérimentations. **Patrick Berche, éd. Robert Laffont, 391 p., 21 €**



Une symétrie de la peur

Américaine d'origine indienne, Rumu Sarkar a travaillé pendant plusieurs années pour le gouvernement américain, notamment au sein de l'US Agency for International Development (US-AID). Dans *Une symétrie de la peur*, elle envisage les solutions possibles au problème du terrorisme mondial. Sans sous-estimer l'importance de l'action politique et économique, elle s'attache à montrer le caractère décisif d'une bataille éducative contre les cadres mentaux et culturels qui fondent le terrorisme. Une analyse originale récompensée par le prix de la Fondation Saint-Cyr.

Rumu Sarkar, CLD éditions, 116 p., 14,90 €

LA BATAILLE DE BIR HAKEIM. Une résistance héroïque

Bir Hakeim, oasis perdu du désert de Cyrénaïque, fut le théâtre d'une bataille décisive de la seconde guerre mondiale en mai et juin 1942. Première victoire des Forces françaises libres contre les troupes germano-italiennes, elle contribua largement à l'arrêt de l'invasion de l'Égypte par Rommel. Mais sa portée fut aussi symbolique : depuis l'humiliation de l'Armistice, la France était à nouveau debout. Historien de la France combattante et membre de l'institut Jean-Moulin, Dominique Lormier retrace le détail de cette « résistance héroïque » et précise l'importance de ce coup d'éclat, souvent sous-évalué par l'historiographie moderne.

Dominique Lormier, éd. Calmann-Lévy, 190 p., 17 €



Les guerres modernes racontées aux civils... et aux militaires



Pierre Servent est consultant sur les questions de défense pour de nombreux médias. Colonel de réserve, il enseigne au Collège interarmées de Défense. Dans son dernier ouvrage « *Les guerres modernes racontées aux civils... et aux militaires* », il nous livre sa lecture des guerres actuelles et de leurs acteurs. En se basant sur de nombreux exemples et témoignages issus du terrain, l'auteur dessine les nouveaux défis lancés aux démocraties occidentales à travers les conflits qu'elles mènent de par

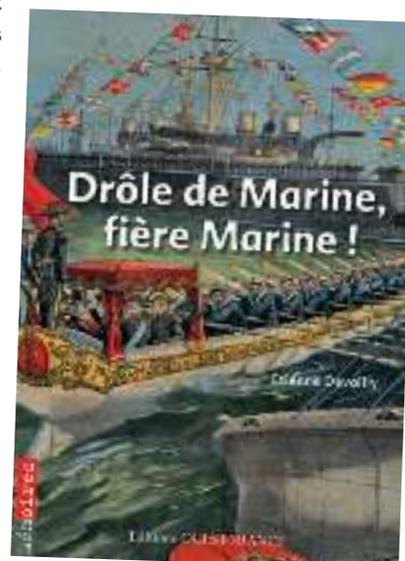
le monde : Afghanistan, Irak, Afrique...

Pierre Servent, éd. Buchet-Chastel, 300 pages, 22 €

Drôle de Marine, fière Marine

Étienne Devailly, commissaire en chef, commande l'École des fourriers de la marine nationale de Querqueville (50). Il signe un étonnant ouvrage sur l'histoire de la marine à la Belle Époque, entre 1880 et 1910. Pendant cette période, la marine connaît une évolution extraordinaire : développement des navires en acier, débuts des sous-marins. Sa culture et ses usages en sont modifiés. L'auteur s'appuie sur des illustrations parues dans la presse de l'époque pour inviter le lecteur à un voyage plein de charme et faire revivre la « vieille Marine » sur toutes les mers du monde.

Étienne Devailly, éd. Ouest-France, 127 pages, 15,90 €

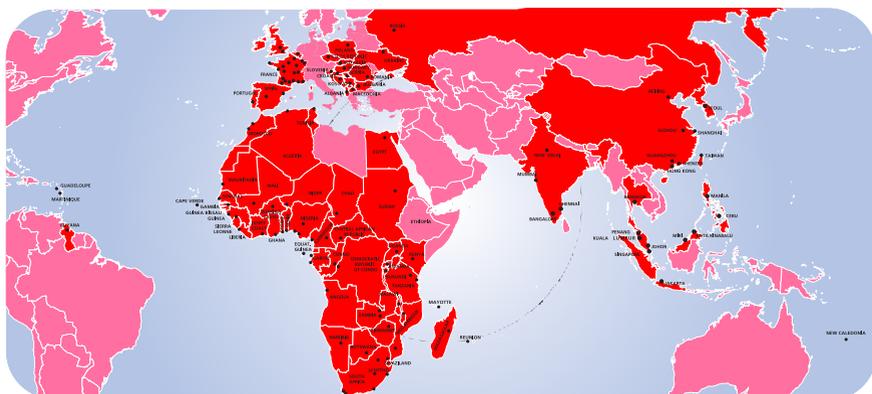


DÉMÉNAGEMENTS & GARDE-MEUBLES AGS, nous vous devons le meilleur

35 ans
d'expérience



PARIS • LONDRES • SHANGHAI • JOHANNESBOURG • MOSCOU



MADRID • SINGAPOUR • PRAGUE • HONG-KONG • CASABLANCA



119 filiales dans 79 pays dont 18 en France et 7 dans les DOM-TOM

Un déménagement, c'est important.

Quand on s'expatrie, on change de pays, on change de vie. Il est donc primordial de retrouver dans un nouvel environnement ses repères, son univers personnel. Pour que tout se déroule dans les meilleures conditions, mieux vaut choisir les meilleurs.

AGS et **son réseau présent dans le monde entier** vous garantissent une logistique sans faille, une qualité maximale, un suivi personnalisé.

Avec AGS, votre déménagement sera véritablement adapté à vos besoins. Quelle que soit votre destination, AGS sera toujours à vos côtés, avec les meilleures solutions, par ce que **vous méritez ce qu'il y a de mieux.**

AGS PARIS

61, rue de la Bongarde 92230 Gennevilliers - Paris
Tel : +33 140 80 20 20 - Fax : +33 140 80 20 00
Email : info@ags-paris.com

N° Indigo 0 825 312 312
0,150 € TTC / MN

www.ags-demenagement.com





DES MILITAIRES ONT DÉJÀ CHOISI LA RÉFÉRENCE SANTÉ UNÉO, POUR EUX ET LEUR FAMILLE.

Forte de 640 000 adhérents et d'1,25 million de personnes protégées, la mutuelle santé Unéo protège les militaires des quatre armées et leur famille. 1^{re} mutuelle du ministère de la Défense et 2^e mutuelle de la fonction publique, Unéo propose une couverture santé performante, adaptée aux spécificités et aux exigences des métiers militaires.

C'est parce que vous assurez notre sécurité en France et à l'étranger qu'Unéo s'engage à vos côtés pour défendre votre santé.

IL Y A DES ALLIÉS SUR LESQUELS ON PEUT VRAIMENT COMPTER !

Unéo
48, rue Barbès
92542 Montrouge cedex
Tél. : + 33 (0) 1 49 65 33 95
www.groupe-uneo.fr



LA DÉFENSE DE VOTRE SANTÉ